

AFRIQUE : QUELLE ÉCOLE POUR DEMAIN ?

Pour construire un monde en commun, assurer un développement durable pour tous et accompagner les mutations profondes de nos sociétés, le rôle de l'école est crucial.

Fort de ce constat, la France a décidé de faire de l'éducation l'une des priorités de l'aide au développement et de co-organiser, avec le Sénégal, la conférence de reconstitution des fonds du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) qui a eu lieu à Dakar le 2 février 2018.

L'urgence d'agir, en priorité en Afrique, en faveur de l'éducation et de la formation des jeunes, au service de l'émancipation des personnes comme du dynamisme économique et de la qualité du lien social, porte la mobilisation de la France, du Sénégal, du PME et de l'ensemble des acteurs et partenaires du secteur.

Dans ce contexte, l'Agence Française de Développement a souhaité organiser le 19 janvier

à Paris, en amont de la conférence de Dakar, une journée de réflexion et d'échanges autour du défi partagé d'une éducation de qualité pour tous.

Comment passer des objectifs de scolarisation aux objectifs d'apprentissage ? Quelle éducation pour des sociétés africaines inclusives et dynamiques ? L'école pour quoi faire et pour former quelle jeunesse ? Comment améliorer la transmission des savoirs, mettre les enseignants au cœur du projet éducatif ? Comment mieux intégrer les politiques éducatives au sein des politiques nationales et fédérer tous les acteurs impliqués ?

Les questions sont nombreuses et les réponses complexes mais il est essentiel de faire progresser l'éducation pour construire l'avenir de l'Afrique et celui de l'ensemble de la planète.



Crédits photos :
Sophie Garcia p2 - 9 - 18 - 19 - 20
Alain Goulard p3 à 8, p10 à 17, p21 à 26

I^{ÈRE} PARTIE > DES OBJECTIFS DE SCOLARISATION AUX OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

INTRODUCTION

Gaël GIRAUD

Chef économiste, Agence Française de Développement



La présentation des enjeux et objectifs de la conférence a été placée sous le signe de la **remobilisation nécessaire et urgente de la communauté internationale** au service d'une éducation de base de qualité pour tous en Afrique subsaharienne. Ont tout d'abord été soulignés les

importants progrès quantitatifs autour de l'enseignement primaire dont les effets sont fondamentaux sur les inégalités, notamment de genre et pour contribuer à l'adaptation aux transitions économiques, climatiques, et au lien social. **La scolarisation n'est toutefois pas synonyme d'apprentissages et il reste un grand défi à relever en termes de qualité** (apprentissage et réussite des élèves notamment via la formation des enseignants) et de pertinence (qualité des programmes et articulations avec les singularités nationales, cultures propres et les demandes des familles). **Pour y parvenir, il faut contribuer à développer et renforcer les recherches nationales sur l'éducation et mieux les associer au dialogue de politique.** Gaël Giraud a insisté sur les finalités de l'éducation : la formation du citoyen et des adultes est indispensable pour relever le défi climatique et le défi démocratique. **Ainsi que Saint-Augustin le relevait dans le De magistro, éduquer c'est apprendre à coopérer dans l'action, contre un ordre du monde qui serait marqué par la lutte de tous contre tous.**

KEY NOTE

Jaime SAAVEDRA

Directeur pour l'éducation, Banque mondiale, ancien ministre de l'Éducation du Pérou



La présentation a insisté sur le fait que scolariser ne suffisait pas pour améliorer les apprentissages. La proportion d'enfants n'ayant pas les compétences minimales à la sortie du primaire est un problème mondial, mais la situation est particulièrement problématique en Afrique subsaharienne. Après

avoir quantifié l'ampleur du problème, certains facteurs clés ont été mis en avant pour concentrer les actions sur ce qui rend possible la réalisation des apprentissages : (i) programmes scolaires, enseignements, évaluations ; (ii) les dimensions cognitives et non cognitives des apprentissages ; (iii) la difficulté liée à l'hétérogénéité des élèves, la diversité de leurs attentes et de leurs besoins ; (iv) l'enjeu de soutenir les enseignants et de valoriser leurs carrières, en ayant conscience qu'il n'y aura pas de saut technologique permettant de se passer d'enseignants dans les classes même si leur rôle évolue avec les technologies ; (v) le renforcement des évaluations et du management du système éducatif (les Ministères de l'Éducation étant souvent marqués par une bureaucratie peu efficace). Les défis parallèles à l'amélioration de la réussite des élèves scolarisés ont été rappelés, alors qu'ils sont souvent insuffisamment pris en compte dans les appuis externes et les politiques nationales : la faible scolarisation des enfants en préscolaire (50% des enfants au niveau mondial), dont la moitié seulement a accès à un enseignement de qualité ; l'importance de l'analphabétisme et de l'illettrisme avec 1 Md d'adultes actifs analphabètes. Les actions à mener sur ces questions ne sont pas à la hauteur des enjeux et les solutions ne sont pas clairement identifiées. **L'enjeu porte non seulement sur le volume de financement** (national et externe) nécessaire à l'agenda des apprentissages réussis pour tous, **mais aussi sur la nécessité de rendre la dépense plus efficace.** S'il faut souligner l'importance de l'aide internationale et travailler à l'augmenter, à partir du moment où elle est transformationnelle, celle-ci ne représente qu'une part marginale du financement de l'éducation. **La première des responsabilités reste donc au niveau des pays** : en termes de ressources à mobiliser, mais surtout de capacités à rendre la dépense plus efficace et le pilotage du système plus efficace.

Retrouver la présentation de Jaime SAAVEDRA :

<http://bit.ly/jaime-saavedra>

PRÉSENTATION DU WORLD DEVELOPMENT REPORT 2018 « LEARNING TO REALIZE EDUCATION'S PROMISE »

Deon FILMER et Halsey ROGERS

co-directeurs du WDR 2018, Banque mondiale



Le rapport montre que l'accueil des enfants à l'école n'est pas synonyme d'apprentissage et que sans apprentissage, la scolarisation est à la fois une opportunité manquée et une inégalité aggravée. Les faibles résultats scolaires ne sont pas une fatalité dans les pays à revenu faible. Il faut toutefois prendre la mesure de la complexité du sujet (multiplicité des facteurs, eux-mêmes complexes, intérêts divergents des acteurs) et l'ampleur des difficultés autour de la réussite des apprentissages cognitifs et non cognitifs, en termes de qualité et d'équité. Les dimensions de la crise des apprentissages sont notamment liés (i) au défaut de préparation des enfants arrivant à l'école (malnutrition, santé, investissement des parents), (ii) au manque de motivation et de compétences des enseignants, (iii) au déficit d'équipements dans les écoles (manuels scolaires notamment) et (iv) à une mauvaise gestion et gouvernance de l'enseignement scolaire. Trois niveaux d'actions prioritaires sont préconisés : (1) évaluer les acquis en matière d'apprentissage et en faire une priorité des politiques éducatives ; (2) agir à la lumière de données factuelles pour mettre l'école au service de l'ensemble des apprenants ; (3) aligner les intérêts des acteurs et les politiques pour que le système tout entier œuvre en faveur de l'apprentissage. La cohérence du système, son alignement sur les apprentissages et son amélioration en fonction des résultats sont les facteurs clés pour réaliser les promesses de l'éducation.

Retrouver la présentation du WDR 2018 : http://bit.ly/presentation_WDR

PRÉSENTATION DU RAPPORT « SCHOOLING FOR LEARNING IN AFRICA »

Sajitha BASHIR

Responsable éducation, Afrique de l'Est et du Sud, Banque mondiale



Ce livre propose une analyse spécifique de la situation africaine en matière d'apprentissage afin d'analyser ce qui fonctionne, comment le mettre en œuvre, ce que les pays peuvent apprendre les uns des autres et comment développer une culture de l'amélioration continue. Une typologie des pays est proposée en distinguant 4 niveaux de développement d'une éducation plus ou moins mature. Cette typologie croise des réalités géographiques fortes et des niveaux de développement économique différents. Les pays sahéliens sont identifiés comme les plus en retard dans ce processus de consolidation d'un système éducatif efficace. L'équité est un enjeu majeur et dépend du statut socio-économique des ménages, du genre, de la langue et de la localisation. La pédagogie, les connaissances et pratiques pédagogiques des enseignants, le temps d'instruction et les équipements et infrastructures peuvent faire la différence. L'étude cible quatre domaines : (i) La progression des élèves des premières classes jusqu'à la fin du 1er cycle du secondaire dépend des sureffectifs en début de primaire, du faible nombre de places au secondaire et des contraintes du côté de la demande pour la transition du primaire au collège. Les langues d'instruction, les iniquités de genre, de localisation et de revenu, l'élimination lors des examens et concours d'entrée au secondaire. (ii) La gestion et l'encadrement des enseignants est fondamentale notamment pour l'amélioration des compétences des enseignants et directeurs, l'allocation adéquate des enseignants sur le territoire et la lutte contre l'absentéisme, la garantie de conditions minimales d'apprentissage, la responsabilisation des enseignants et le renforcement des incitations à des pratiques professionnelles de qualité. (iii) L'utilisation du budget pour améliorer la qualité notamment en augmentant les ressources allouées aux apprentissages, la réduction des disparités, l'amélioration de l'efficacité des dépenses salariales et non-salariales et l'amélioration de la prévisibilité des financements sur le moyen terme. (iv) La mise en œuvre du renforcement de capacités au niveau central (ministères de l'Éducation) et déconcentré en fonction des conditions locales et de ce qui se passe dans la salle de classe.

Retrouver la présentation de Sajitha BASHIR : http://www.bit.ly/sajitha_bashir

DISCUTANTS

Manos ANTONINIS

Directeur du Rapport mondial de suivi sur l'éducation, UNESCO



Un premier World Development Report sur l'éducation et les enjeux de qualité apparaît comme une très bonne chose et une évolution importante à saluer de la part de la Banque Mondiale. Celle-ci n'a en effet pas toujours porté ce message mais le rapport porte encore des traces de discours contradictoires : sur l'utilisation des technologies, sur l'enseignement privé et le choix de l'école, par exemple, qui sont à la fois soutenus et identifiés comme facteurs de ségrégation ou comme sans effets sur la qualité. La discussion met en avant l'ambivalence des analyses proposées en lien avec un sujet complexe, sur lequel les liens de causalité voire les corrélations sont rarement évidents et peu linéaires. La multiplicité des données dont le rapport préconise le suivi et la mesure et leur apparente neutralité ne favorisent pas nécessairement le pilotage et la redevabilité d'une politique publique et ne rendent pas nécessairement compte des enjeux d'une politique éducative, notamment en termes de choix de société.

La question de l'équité est traitée de façon peu claire en termes de choix de politique : quels effets a l'investissement considérable des familles dans l'éducation de leurs enfants dans les pays à faible revenu ? Quelle importance peut avoir la défense d'un service public d'éducation ? La convocation des neurosciences, si elle est particulièrement efficace dans la démonstration des écarts de développement des enfants, suffit-elle à répondre à des enjeux de qualité de l'éducation qui se jouent pour beaucoup autour des problèmes de pauvreté et de niveau de développement des pays, de pratiques des enseignants, de choix des langues, etc. Enfin, cette analyse renouvelée des enjeux d'éducation ne passe pas par une relecture critique des interventions de la Banque mondiale en termes de modalités et de priorités et ne rappelle pas la responsabilité des bailleurs dans la production de biens publics mondiaux en matière de connaissance : le soutien à la production d'un savoir et d'outils comme biens publics mondiaux ne bénéficie que de 3% de l'APD en éducation (contre 12% en santé). L'arrêt du soutien de la Banque Mondiale à l'Institut Statistique de l'UNESCO en est une illustration.

Retrouver les points de discussion de Manos ANTONINIS : http://bit.ly/manos_antoninis

Roger-François GAUTHIER

Inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, ministère de l'Éducation nationale (France)



L'importance du WDR 2018 est soulignée en lien avec son sujet, la somme de documentation, la richesse de son argumentaire, la priorité donnée aux enjeux de qualité vue en termes d'apprentissages cognitifs et non cognitifs, mais aussi de cohérence d'une politique, de mesure de ses performances et de compétences professionnelles des enseignants. Néanmoins, certaines préoccupations sont exprimées : (i) Parler d'évaluation est essentiel et indiscutable, mais le rapport ne propose pas de réflexion sur la mise en cohérence des différents types d'évaluation, cohérence souvent mise à mal dans les systèmes éducatifs ce qui limite la réussite des élèves. (ii) L'autonomie des établissements est préconisée alors qu'il ne peut s'agir d'un concept universel. L'autonomie ne sert pas à l'amélioration de la qualité de l'éducation par le seul fait d'assurer une redevabilité par la publication des performances d'un établissement pour en réguler les financements : elle dépend surtout d'une démarche d'auto-évaluation des établissements, d'analyse de leurs difficultés et de leur contexte pour définir des mesures à prendre pour améliorer la réussite de leurs élèves. (iii) Il faut éviter des raisonnements mécanistes et des liens de cause à effet rapides. Le rapport pourrait courir le risque d'imposer des standards uniques par rapport à la diversité des écoles, des contextes et des systèmes. La logique du rattrapage qui est présentée, notamment autour d'images très frappantes du temps qui serait nécessaire aux élèves de tel ou tel pays pour atteindre le niveau moyen de compétences des élèves des pays de l'OCDE) est en ce sens particulièrement problématique et embarrassante. (iv) enfin, si apprendre est essentiel, que s'agit-il d'apprendre ? La réponse ne va pas de soi et l'absence de questionnement du rapport en ce sens encore moins. Car les finalités de l'école vont au-delà des enjeux des apprentissages fondamentaux auxquels le rapport choisit de se limiter. Si la littératie, la numératie et l'engagement des élèves sont assurément essentiels, l'enjeu n'est-il pas aussi d'enrichir les objectifs curriculaires pour donner droit à tous les enfants à l'émancipation et à des finalités plus ouvertes de l'école ? Quels savoirs humains sont nécessaires par rapport à un avenir qui se dessine pauvre en emplois ? Comment protéger les enfants contre l'angoisse de la compétition ? La mise en cohérence des systèmes ne doit-elle pas aller plus loin non seulement pour assurer la qualité des apprentissages, mais aussi par rapport à l'exigence démocratique du mode de production des élites et du lien social à travers l'école ?

Retrouver les points de discussion de Roger-François GAUTHIER : http://bit.ly/rf_gauthier

PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE « LEARNING AS DEVELOPMENT: RETHINKING INTERNATIONAL EDUCATION IN A CHANGING WORLD »

Daniel A. WAGNER

Professeur, Université de Pennsylvanie.



Après avoir situé son travail dans le temps long du développement de la connaissance sur les apprentissages (Binet, Piaget), **l'auteur insiste sur le fait que nous ne vivons pas tant une crise de l'apprentissage** (la préoccupation autour des apprentissages

n'est pas récente, elle a toujours été une priorité de l'EPT - Education pour tous, même si elle a été oubliée dans l'agenda des OMD, Objectifs du Millénaire pour le développement) qu'**une crise de l'égalité des chances face à l'apprentissage**. Le problème massif est celui de l'écart dans le développement des apprentissages chez les plus pauvres (personnes et pays). Cette question n'est pas le lot seulement de l'éducation : la transition démographique, l'urbanisation, les migrations, les enjeux écologiques ont plus d'impact sur les pauvres et les laissent plus démunis. La dépense publique en éducation est déséquilibrée, au niveau de l'aide internationale comme de l'allocation des moyens nationaux (selon les cycles, les géographies et les types de dépenses). **Il y a ainsi très peu de recherche en éducation, comparativement à un secteur comme celui de la santé et celle-ci contribue peu au dialogue de politique publique**. Le chercheur identifie ainsi trois problématiques essentielles pour agir sur question des apprentissages : (i) la recherche sur les apprentissages lui apparaît fondamentalement biaisée, en étant à 90% centrée sur les pays de l'OCDE (en tant que producteurs et objets de la recherche). Il n'y a encore que très peu de données produites dans les pays d'Afrique et celles-ci sont généralement analysées par des structures de recherche du nord. Toute la recherche porte sur l'enseignement structuré formel et non formel alors que la plupart des apprentissages se passent hors de l'école de manière peu structurée, formelle ou non formelle. L'absence de lien univoque entre dépense en éducation et apprentissage est souvent mise en évidence par la recherche, mais il y a néanmoins une question de seuil : l'amélioration des apprentissages ou de la qualité de l'éducation ne saurait se faire sans dépenser de l'argent et sans le dépenser mieux, c'est-à-dire en ciblant mieux son usage. (ii) la mesure des apprentissages se concentre sur la comparabilité entre pays et sur l'élève moyen plutôt que de se concentrer sur l'utilisation de cette mesure pour changer les pratiques et pour identifier les élèves les plus défavorisés. (iii) L'équité en matière d'apprentissage n'est pas au cœur des politiques nationales d'éducation. Des solutions peuvent être proposées pour chacune de ces problématiques : (1) Une recherche

ciblant les pauvres et une vision de l'apprentissage tout au long de la vie ; (2) L'utilisation de mesures des apprentissages légères (financièrement, en RH ou en technicité), rapides (résultats disponibles rapidement pour la décision) et adaptées au contexte pour garantir une plus grande validité locale plutôt qu'une comparabilité internationale ; (3) une dépense ciblant explicitement les pauvres et l'équité d'un système avec un index Gini des apprentissages et une analyse des systèmes qui ne se base pas sur la moyenne, mais sur l'analyse des écarts et des différences entre les populations et les publics (SES) au niveau des pays/régions et à l'intérieur de l'école/classe.

DISCUTANT

Rohen D'AGLEPIERRE

Chargé de recherche, Direction Innovation, recherche et savoirs, Agence Française de Développement



L'ouvrage a l'intérêt de présenter un point de vue vulgarisé et global des apports de la recherche en éducation dans les pays en développement à destination des praticiens du domaine. Les points forts en sont l'approche pédagogique des sujets, la vision critique des acteurs du développement et des chercheurs du domaine, une véritable interdisciplinarité (sortant des représentations purement quantitativistes), une vision moins occidentale-centrée (même si en raison de la faiblesse des recherches faites par les acteurs du sud les références restent souvent du nord) et pas uniquement centrée sur les lieux formels d'apprentissage (notamment avec l'éducation arabo-islamique et les cours du soir). Le positionnement dans le long terme permet d'avoir une analyse positive et constructive des sujets présentés. Un certain nombre de réflexions pourraient être davantage poussées, notamment la critique de l'action des organisations internationales en matière d'éducation (afin d'éviter les effets de mode et les visions trop simplistes et court-termistes), la rénovation locale des concepts de qualité de l'éducation (via les recherches nationales) pour une meilleure appropriation dans les pays et selon les régions, le passage des apprentissages de base à l'insertion économique et sociale (notamment dans le secteur informel et agricole), l'intégration du non-formel dans les politiques éducatives des pays (notamment via les médias, la culture et le sport), l'amélioration quantitative et qualitative des financements internationaux de l'éducation et leur ciblage des pays et individus les plus vulnérables particulièrement dans les contextes de crises.

TABLE-RONDE « APPRENDRE À L'ÉCOLE : LE DÉFI DES POLITIQUES ÉDUCATIVES »

Animée par

Cléa CHAKRAVERTY, journaliste à *The Conversation France*, Avec :

Omar ARIAS, Économiste principal et responsable de l'unité Savoirs et Innovation, Banque mondiale

Jacques MARCHAND, Expert senior en éducation, Division Education, Formation, Emploi, AFD

Mama SOW, Administrateur, Fédération internationale des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (FICEMEA)

Jordan NAIDOO, Directeur, Coopération et de l'Appui - Éducation 2030, UNESCO

Les échanges ont tournées autour des bonnes pratiques et exemples à suivre dans la construction des systèmes éducatifs en Afrique et ceci même si les réalités sont très différentes selon les contextes. Il apparaît tout d'abord que les politiques proposées et la mise en œuvre doivent mieux alignées. L'école africaine est ainsi cœur de beaucoup d'enjeux et notamment des fortes demandes sociales, mais aussi politiques. L'historicité et la globalité des systèmes doivent être mieux prises en compte en intégrant le fait que la réalité de la construction éducative de l'Afrique est sans commune mesure avec ce qui s'est passé ailleurs (tout particulièrement en raison de la démographie). La connaissance est une construction sociale qui doit se faire avec tous les acteurs impliqués afin de créer une compréhension qui dure dans le temps. Une mobilisation concrète de tous les acteurs est ainsi nécessaire. **Les enseignants sont au cœur du système pourtant ils sont souvent mal for-**

més, isolés et leurs conditions de travail sont difficiles. En résulte une forte instabilité, des mouvements sociaux et des grèves qui posent d'énormes problèmes. L'équité entre les localisations et les différents statuts des enseignants sont alors souvent une dimension négligée. La motivation, la formation, l'encadrement et l'implication des enseignants dans la mise en œuvre, mais également la conception des politiques éducatives sont des principes clés. Il est nécessaire de porter plus d'attention sur les changements de comportement (à l'exemple de ce qui est travaillé dans le domaine de la santé) afin de changer les pratiques des enseignants, des parents et des élèves au profit des apprentissages. Il importe de les motiver et de changer certaines de leurs habitudes, mais de le faire dans la durée. Certaines interventions psychologiques et comportementales ont alors montré une certaine efficacité comme sur les formations au Pérou sur le fonctionnement du cerveau et les moyens



de le muscler. L'investissement dans l'amélioration de la gestion et des équipements des Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), pour améliorer la formation des formateurs, sont un sujet important. La production et l'utilisation des données, tout particulièrement au niveau local, sont importantes pour construire des systèmes éducatifs apprenants, cumuler des éléments tangibles et documenter les nouvelles stratégies. Certains axes d'intervention apparaissent prometteurs comme les collèges de proximité en Côte d'Ivoire qui en réduisant la distance entre les familles et l'établissement d'enseignement secondaire permet une meilleure implication des parents et la réduction de certaines disparités notamment de genre. L'accès à un socle de compétence de base pour tous les enfants sans forcément les éloi-

gner trop de leurs communautés apparaît important. Finalement le préscolaire dont l'impact sur le développement cognitif a été bien montré doit encore trouver une certaine soutenabilité financière pour s'installer dans la durée. En insistant sur l'éveil cognitif et socio-émotionnel et en créant des ponts avec ce qui se passe dans les centres de santé et les écoles primaires, l'éducation parentale offre des potentialités importantes. Des programmes associant alphabétisation des mères et suivi scolaire des enfants ont montré de bons résultats. Des modèles de garde partagée des enfants par les mères associées à des formations (mères éducatrices) fonctionnent bien au Sénégal et sont en passe d'être mis à l'échelle.



L'ÉDUCATION EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : LUTTONS CONTRE LES IDÉES REÇUES

Voir la vidéo sur les idées reçues en Afrique Subsaharienne :
http://bit.ly/video_edu_idees_recues



L'éducation en Afrique subsaharienne (ASS) n'est pas une cause perdue. Au contraire, les efforts et les résultats sont considérables. Les idées reçues parasitent les débats. Confrontons-les aux chiffres :

IDÉE REÇUE N°1 : LES GOUVERNEMENTS NE FINANCENT PAS ASSEZ L'ÉDUCATION

Avec 17% du budget consacré à l'éducation, contre 12% dans les pays du Nord, l'ASS est une des régions du monde qui investissent le plus dans l'éducation. Si les moyens restent insuffisants, c'est que ces Etats ont un faible niveau de richesse, une base fiscale étroite mais un nombre très important d'enfants à scolariser. Résultat : une dépense par élève de 250\$ contre 8 000 dans les pays développés.

IDÉE REÇUE N°2 : LES MÉNAGES NE PAIENT PAS ASSEZ POUR L'ÉDUCATION

Avec 150\$ par an et par enfant, les ménages sont pourtant, après les gouvernements, les deuxièmes contributeurs. Leurs dépenses pour l'éducation représentent en moyenne 46% de celles des Etats, contre 9% en France.

IDÉE REÇUE N°3 : L'AIDE INTERNATIONALE À L'ÉDUCATION EST MASSIVE

En 2015, après avoir diminué de 30% en 5 ans, l'aide à l'éducation ne représentait que 7% de l'aide totale. Un quart seulement va à l'ASS où se trouve pourtant la majorité des enfants non scolarisés. L'aide internationale n'y représente finalement que 5\$ par an et par enfant. Pourtant, la recherche est unanime : l'aide a un impact positif.

IDÉE REÇUE N°4 : L'ÉDUCATION NE PROGRESSE PAS

Aucune région du monde n'a progressé aussi vite vers la scolarisation primaire universelle : au plus fort de leur progression, les taux de scolarisation ont gagné 24,5 points en ASS contre 13 points dans les pays développés.

IDÉE REÇUE N°5 : LA QUALITÉ DES APPRENTISSAGES S'EFFONDRE

43% des élèves de fin de primaire ont un niveau suffisant en lecture et en mathématiques. C'est trop peu mais la tendance est favorable : le nombre d'élèves en grande difficulté a diminué depuis dix ans et certains pays conduisent déjà plus de 60% de leurs élèves aux compétences attendues. Le taux d'alphabétisation des 15-24 ans est quant à lui passé de 68 à 76 % entre 2000 et 2016.

IDÉE REÇUE N°6 : L'ÉDUCATION N'EST PAS UN INVESTISSEMENT RENTABLE EN ASS

C'est en ASS que la rentabilité de l'investissement éducatif est la plus forte au monde, que ce soit pour les individus ou les pays. Les effets sur la santé, l'emploi et l'émancipation des femmes sont considérables.

Loin des clichés faciles sur l'Afrique, il faut saluer l'ampleur du travail accompli. En 2050, un tiers des jeunes dans le monde seront africains. Leur réussite est un enjeu mondial, au cœur de l'action de l'Agence Française de Développement.

2^{EME} PARTIE > QUELLE ÉDUCATION POUR DES SOCIÉTÉS AFRICAINES INCLUSIVES ET DYNAMIQUES ?

Modérée par **Serge MICHEL** du Monde Afrique,

INTRODUCTION

Rémy RIOUX

Directeur général de l'AFD



Nous sommes très honorés de votre présence pour cette journée consacrée à l'éducation en Afrique. Ce matin nous avons discuté du lien entre recherche, savoir et action pour l'éducation. Cet après-midi, c'est le temps de l'appel à l'action collective pour une éducation de qualité pour tous.

Vous le savez, l'éducation revient au

premier plan dans l'agenda international, et c'est une excellente nouvelle. Sur le terrain, l'Afrique est en train de réaliser la scolarisation universelle à un rythme inédit dans l'histoire. Des progrès incroyables ont été accomplis, d'abord par la mobilisation des gouvernements africains – en moyenne 17% de leur produit intérieur brut est consacré à l'éducation – et aussi par l'engagement très fort des familles africaines qui financent 30% du coût de l'éducation, un chiffre bien plus élevé que dans nos pays. On observe donc une mobilisation collective pour progresser en quantité mais aussi de plus en plus en qualité sur ces questions éducatives en Afrique, et ce dans un contexte de croissance démographique incroyablement forte. Les partenaires internationaux se mobilisent également de plus en plus, après une longue période de baisse des financements dédiés à l'éducation. A Ouagadougou, en novembre dernier, le Président de la République a qualifié l'éducation en Afrique de « priorité absolue ».

En la matière, trois enjeux doivent être relevés aujourd'hui. Le premier, c'est l'intervention en faveur des jeunes filles et des femmes, pour qu'elles poursuivent leurs études au delà de l'enseignement primaire. L'accès au collège est le combat majeur pour générer des effets en termes de formation, d'insertion professionnelle, de santé, de cohésion sociale et de promotion de l'égalité entre les filles et les garçons.

Le deuxième enjeu, c'est la qualité de l'enseignement à travers la formation des maîtres. Le troisième enjeu, c'est d'agir sur tout le continuum éducatif, de l'éducation primaire à l'enseignement secondaire, supérieur, et technique, au service de la création d'emplois. La formation professionnelle et l'enseignement technique sont des chaînons absolument cruciaux pour le système éducatif africain. Ensuite, le périmètre d'action importe beaucoup. Il faut intervenir à la fois au niveau national et territorial en nous alignant, et c'est

la force du Partenariat Mondial pour l'Education (PME), sur les politiques définies par les gouvernements. Il faut aussi agir à l'échelle régionale. Je pense à l'initiative du Président de la République de créer des campus sur l'enseignement supérieur qui aient cette dimension régionale, et on rejoint là la stratégie « toute Afrique » de l'AFD. Il faut, entre l'Afrique du nord, l'Afrique subsaharienne, entre toutes les Afriques dans leurs diversités, créer ces liens régionaux et, bien sûr, avoir une action à l'échelle de la francophonie transfrontalière, ouverte, transcontinentale.

L'Agence française de développement que je dirige entend jouer un rôle important dans cet agenda. Nous sommes la plus ancienne institution de développement au monde, nous intervenons donc depuis longtemps dans le domaine de l'éducation. Depuis l'année 2000, nous avons consacré deux milliards et demi d'euros à l'éducation, la formation et l'emploi. à ce secteur. Nous voulons changer d'échelle à présent, avec l'ambition de devenir la plateforme française de la politique de développement. A commencer par l'éducation. Nous souhaitons d'abord nous mettre à la disposition du ministère de l'éducation de notre pays pour l'accompagner dans des mutations en partie liées à son action internationale, mobiliser l'expertise française pour la projeter à l'international mais aussi pour ramener en France les expériences, les innovations, la force qui se dégagent des réformes qui sont conduites dans beaucoup de pays du monde. Nous souhaitons également travailler avec les grandes organisations internationales actives dans ce domaine. Nous avons la chance d'avoir à Paris trois institutions absolument essentielles dans le domaine de l'éducation : l'UNESCO, qui fait ce travail magnifique de définition des normes et des cadres, l'OIF, particulièrement active dans la formation des maîtres avec le programme Elan et l'OCDE, qui apporte, notamment par l'enquête PISA, un éclairage unique. Si nous faisons tous ensemble de Paris la capitale mondiale de l'éducation ! Enfin, l'AFD est très fière de cofinancer beaucoup de projets avec le PME, d'être dans plusieurs pays son agent partenaire et de démontrer l'excellente articulation entre les instruments multilatéraux, les agences bilatérales, les politiques nationales et l'engagement de l'ensemble des bailleurs de fond, notamment les bailleurs de fond bilatéraux.

A travers les échanges de cette journée, nous avons à cœur de donner la parole à l'ensemble des acteurs et de mettre l'éducation et son financement international au cœur du débat public. La mobilisation à Dakar va être forte autour du PME. Nous avons l'ambition d'agir sur le terrain, dans nos 85 agences dans le monde, à vos côtés, au service de cette « priorité absolue » de la politique de développement de la France.

PANEL N°1 : « L'ÉDUCATION FACE AU DÉFI DE LA QUALITÉ POUR TOUS »

Alicia Patricia ALBRIGHT

Directrice générale du Partenariat mondial pour l'éducation



Bien que nous ayons fait des progrès importants dans le domaine de l'éducation et notamment au niveau du primaire, l'éducation et la qualité de l'éducation constituent un des grands défis de l'action publique dans le monde. Il faut avancer sur ces points. 264 millions

d'enfant ne vont pas à l'école, 6 sur 10 n'y apprennent rien. Il y a une forte croissance démographique à travers le monde mais les financements n'augmentent pas. Parmi les enfants qui seront sur terre d'ici 2030, soit environ 1 milliard 600 millions, la moitié risquent de ne pas avoir les compétences nécessaires pour trouver un emploi. Si nous ne résolvons pas ces problèmes, si nous n'arrivons pas à éduquer ces jeunes, et particulièrement les jeunes filles, ils ne pourront s'insérer dans un marché du travail en pleine mutation. Si nous ne fournissons pas une éducation équitable aux réfugiés, aux enfants en situation de crise, s'ils ne peuvent pas bénéficier d'un environnement protecteur, l'inégalité, l'instabilité, et j'oserais dire, l'extrémisme se perpétueront. Si nous ne fournissons pas le talent et les compétences dont les jeunes ont besoin pour répondre aux grands défis tels que le changement climatique, nous ne pourrons jamais dompter ces problèmes. Il faut travailler ensemble.

Le PME réunit différents partenaires à travers le monde : l'UNESCO, les agences onusiennes, la Banque mondiale, avec les dirigeants des pays en voie de développement... Ensemble nous pourrons construire à l'échelle nécessaire et renforcer des systèmes d'éducation de qualité. Nous pouvons avancer en améliorant l'évaluation de nos actions et en fournissant les financements dans les domaines où nous pouvons faire la différence. Par exemple, des subventions allouées par le PME lie le financement à l'amélioration des apprentissages des élèves : formation des enseignants, évaluation des apprentissages, meilleure gestion des enseignants et mise à disposition de matériel pédagogique. La qualité est au cœur du travail du PME.

Nous devons également collaborer pour renforcer les systèmes d'éducation afin d'atteindre les enfants marginalisés. Dans ce but, nous étudions les lacunes des systèmes éducatifs afin de trouver les financements et les stratégies nécessaires pour y remédier, nous travaillons sur la collecte, l'exploitation des données et la gestion des enseignants.

Nous devons également travailler ensemble sur les financements. Que l'on parle de ressources nationales ou internationales, le financement ne suffit jamais dans le

domaine de l'éducation. Les Etats fournissent beaucoup de ressources à leur système national d'éducation, mais nous devons nous assurer de leur soutenabilité. Les tendances de l'aide internationale sont inquiétantes. Depuis une quinzaine d'années, l'aide à l'éducation stagne et celle qui va vers les pays les plus pauvres est en baisse. Vu l'importance primordiale de l'action publique afin d'améliorer l'éducation et d'agir sur les tendances de la croissance démographique, cette réduction de l'aide est un énorme problème. C'est pourquoi le PME travaille à diversifier la manière dont il mobilise des financements. Nous identifions les organisations susceptibles de cofinancer avec nous des actions afin qu'il y ait plus d'argent consacré à l'éducation. Au cours des années à venir nous devons encore travailler sur la diversification et l'augmentation de ces financements. Nous devons collaborer afin que l'éducation reste une priorité, que les financements restent au niveau nécessaire et que le monde entier fasse les investissements aujourd'hui afin d'avoir la réponse qu'il faut pour l'avenir.



Audrey AZOULAY

Directrice générale de l'UNESCO



L'UNESCO est l'agence des Nations unies qui a pour vocation de donner un visage humain à la mondialisation, par la culture, l'éducation, les sciences, la défense des libertés. L'agenda Education est une utopie qui est nécessaire et qui concerne le monde entier. Cela suppose une

vision du temps long, une solide coordination politique, des coalitions efficaces sur le terrain, une gouvernance nécessairement mondiale et pour laquelle on n'a pas encore inventé de meilleur système que le multilatéralisme. Des progrès considérables ont été réalisés en Afrique au cours des vingt dernières années. Mais malgré ces avancées les défis sont immenses. Il y a le défi quantitatif qui est celui de la démographie, il y a aussi un défi géopolitique, un défi de la cartographie, parce que la cartographie de l'Afrique change, avec une urbanisation très forte, des zones rurales qui se vident, des mégalopoles dans lesquelles là aussi va se poser le défi de l'éducation, et il y a enfin la vulnérabilité aux conflits répétés qui fragilisent ces progrès. A l'UNESCO, notre feuille de route est celle de l'agenda 2030 de l'ONU et de l'objectif de développement durable numéro 4, qui est celui d'une éducation inclusive, équitable, de qualité offrant à tous des opportunités d'apprentissage tout au long de la vie. Pour mettre en œuvre cet objectif, l'UNESCO mise sur trois priorités : la pertinence des enseignements et de la pédagogie, l'intégration de la politique de l'enseignement avec les autres politiques publiques, l'éducation à la citoyenneté mondiale.

La pertinence des enseignements et de la pédagogie passe par une refonte des programmes pour assurer l'acquisition par tous des compétences fondamentales, mais aussi pour apprendre à apprendre, développer la pensée critique, la créativité, la capacité d'action des élèves. L'enseignement n'est donc pas uniquement fondé sur le réalisme économique, mais inclut aussi l'apport des sciences humaines. Renforcer la pertinence des enseignements concerne tous les secteurs, tous les niveaux d'enseignement, y compris le supérieur. Le choc de l'apprentissage passe aussi par la formation des enseignants, c'est pourquoi nous investissons sur plusieurs programmes stratégiques : formation des enseignants et intégration des nouvelles technologies dans les politiques éducatives de plus de dix pays d'Afrique, avec le soutien de la Chine, par exemple. Nous devons aussi prendre en compte les nouvelles connaissances dans le domaine des sciences de l'apprentissage, des neurosciences, de l'intelligence artificielle, toutes ces avancées scientifiques au service de l'éducation. **Enfin, il faut rapprocher l'école des communautés, des cultures locales, des langues maternelles, et c'est l'esprit de la réflexion que nous avons sur l'école moderne en Afrique avec deux publications qui paraîtront bientôt, une pour repenser l'éducation en Afrique, l'autre pour tirer parti des cultures pour faire progresser l'éducation en Afrique.**

La deuxième priorité consiste à mieux articuler les politiques publiques d'éducation avec celles de l'emploi et de la santé, parce que les effets se renforcent mutuellement. Nous venons d'ailleurs de publier, avec d'autres agences onusiennes, un guide qui contient les nouveaux principes directeurs pour l'éducation sexuelle de façon à aider les décideurs à mettre en œuvre les politiques appropriées. C'est un élément essentiel pour lutter contre l'abandon scolaire des filles.

Troisième priorité, celle d'une école de qualité par la transmission des valeurs citoyennes, et l'éducation à la paix. Au-delà des compétences techniques pour l'emploi, l'éducation de qualité repose aussi sur le développement de compétences pour le développement durable, pour la citoyenneté mondiale et pour ce que l'on appelle le vivre ensemble. C'est pourquoi nous travaillons à la transmission de l'histoire de l'Afrique, de ses identités, de ses cultures, de ses ressources culturelles qui sont si riches, avec depuis quarante ans un vaste travail avec les meilleurs spécialistes de l'histoire africaine, une histoire générale de l'Afrique, que nous intégrons dans les manuels scolaires.

Dans chacun de ces axes il y a une dimension qui est transversale, c'est l'éducation des filles, des jeunes filles, des adolescentes, des femmes. L'UNESCO coordonne cet objectif de développement durable n°4 sur l'éducation en assurant le soutien aux politiques publiques, le partage de l'innovation et de la recherche, la collecte des données statistiques, le suivi des résultats. Ce sont les conditions de l'appropriation nationale qui seront au cœur de la réussite des politiques éducatives que mènent les Etats avec le soutien des organisations internationales. »

Serigne Mbaye THIAM

Ministre de l'Éducation du Sénégal



« Pour comprendre comment, au Sénégal, on traite les questions de l'amélioration de l'enseignement, de l'apprentissage, de l'éducation et de la réduction des disparités, il faut partir de la décennie qui a suivi le forum de Dakar d'avril 2000. **L'objectif c'était d'atteindre la scolarisation universelle en 2015. Pendant cette période, le Sénégal, comme tous les pays africains, a mis l'accent sur la massification de l'enseignement élémentaire, qui s'est souvent faite au détriment de la qualité.** C'est ainsi que nous avons vu arriver dans les classes des enseignants qui n'avaient que le niveau du brevet et parfois, qu'une formation de quelques semaines pendant les vacances scolaires. Nous avons vu des enfants dans des classes à paillote. Mais il était préférable d'avoir des enfants qui apprennent à lire et à écrire que d'avoir des enfants dans la rue.

L'évaluation de cette politique a correspondu à l'accession du président Macky Sall à la présidence de la République, élu sur un programme d'équité territoriale, et à la période où on évaluait les Objectifs du Millénaire pour le Développement pour aller vers un nouvel agenda mondial pour le développement. **Le Sénégal a élaboré un nouveau programme sectoriel en 2013, le PAQUET : programme d'amélioration de la qualité, de l'équité et de la transparence.** Premier axe : amélioration de la qualité des enseignements et apprentissage. Deuxième axe : réduction des disparités de toutes sortes pour un accès équitable à l'éducation. Troisième axe : la transparence dans la gouvernance et une gouvernance inclusive et ouverte sur l'ensemble des acteurs qui partagent l'éducation, que ce soit la société civile, les parents d'élèves ou les collectivités locales.

Pour l'amélioration des enseignements et des apprentissages, on est intervenu dans la formation des enseignants. Ils devaient avoir le bac et suivre une formation de neuf mois après un concours très sélectif. Pour la disponibilité du matériel éducatif, nous avons mené une politique de libéralisation du manuel scolaire, laissé à l'appréciation des inspections, qui les choisissent en fonction de la pertinence des contenus par rapport au milieu. La contractualisation et la reddition des comptes rejoignent aussi l'ambition d'une gouvernance responsable, ouverte, inclusive. Nous avons signé des contrats d'amélioration de la qualité avec les inspections qui avaient en charge la supervision de ces écoles élémentaires avec des tests des acquis des élèves pour mesurer les progrès. Pour les infrastructures, nous nous sommes engagés en 2018 dans un vaste programme de résorption des abris provisoires. Et nous avons privilégié les régions dans lesquelles nous étions en retard au niveau de la scolarisation. »

Jean-Michel BLANQUER

Ministre français de l'Éducation nationale



Je suis en plein accord avec l'ensemble des éléments qui ont été évoqués jusqu'à présent. Je voudrais souligner à quel point nos défis sont communs. Nous ne sommes pas sur des sujets où il y aurait d'un côté un continent qui aurait un retard, de l'autre des continents qui seraient en avance. Bien sûr, il y a des dimensions de retard dans

ce qui se passe en Afrique, mais il y a des chemins que l'Afrique peut prendre qui lui permettent de prendre de l'avance et ces chemins nous avons à les regarder tous ensemble parce qu'ils nous intéressent tous. L'humanité est devant des défis communs au XXI^e siècle qui se résument en une grande question : comment, dans ce monde de plus en plus technologique, allons-nous quand même réussir à être dans un monde de plus en plus humain. La première des réponses relève évidemment, du domaine de l'éducation, pour résoudre des problèmes liés au réchauffement climatique, au développement urbain, pour résoudre l'ensemble des problèmes de la société moderne, pleine d'opportunités pour nos enfants et en même temps pleine de périls. L'Afrique est en première ligne pour répondre à ces défis et les outils que nous avons sont des outils communs et que nous pouvons mettre en commun.

Trois éléments fondamentaux nous éclairent. D'abord la comparaison internationale, qui est très utile à l'échelle de l'Afrique, puisque l'on voit des pays qui avancent plus vite que d'autres mais aussi à l'échelle mondiale, parce que des pays montrent le chemin. Ca n'est pas une question de taille, ni même de richesses, mais de bonne stratégie, adaptée à chaque pays. Le deuxième élément, c'est la science. Les sciences cognitives nous disent à quel point les premières années de la vie sont essentielles. L'école maternelle, les premières années de l'école élémentaire et plus généralement tout ce que les sciences nous disent sur l'éducation sont des sujets essentiels sur lesquels l'humanité avance très fortement. Nous vivons des révolutions en la matière qui sont faites pour être partagées. Et puis il y a un troisième élément, que l'on va appeler l'expérience. L'expérience accumulée, ce que nous savons déjà de nos parcours respectifs, de nos réussites, de nos erreurs et puis les expérimentations, qui nous renvoient aussi à une méthode scientifique : faire des choses à petite échelle, les évaluer et avancer à la lumière de ces évaluations. Nous avons une lumière commune, mais nous avons aussi des buts communs. Il faut distinguer de ce point de vue les buts et les moyens. **Il y a en premier lieu la scolarisation universelle.** C'est par définition le but du système éducatif démocratique. Elle a fait des progrès très importants, dans le monde en général, en Afrique en particulier, mais les défis sont immenses pour des raisons de démographie. Le niveau du collège est extrêmement important, parce que c'est cela qui va

compléter les premières avancées de l'école primaire. **Le deuxième but, c'est l'éducation des filles.** Nous avons là un objectif en termes de valeur, mais aussi en termes d'épanouissement et de réussite d'une société, avec les atouts et les faiblesses à dépasser dans chacune d'entre elles. **Et puis il y a l'enseignement professionnel.** C'est une priorité pour l'Afrique, pour un pays comme la France et pour d'autres pays d'Europe ou d'autres continents. Cette mutation est fondamentale. Le but n'est pas d'amener tout le monde de la même façon le plus haut possible de manière uniforme, mais de créer l'épanouissement de tous en permettant à chacun de trouver sa liberté, sa voie. C'est au travers de l'enseignement professionnel, qui peut être scolaire ou universitaire, que l'on a les principales réponses aux problèmes que j'ai posés au début. Si on prend la question du changement climatique, il faut des spécialistes des énergies renouvelables, des ingénieurs, des techniciens supérieurs, des techniciens, et l'enseignement professionnel est décisif.

Les leviers sont indispensables si l'on veut poursuivre des buts à la lumière des éléments que j'ai indiqués. Et ces leviers c'est d'abord et avant tout la formation des professeurs, formation initiale et continue. Les défis sont considérables pour tous les pays du monde. Les avancées technologiques ouvrent de nouvelles perspectives qui nous permettent sur le plan du contenu, de la pertinence des enseignements, des grands choix pédagogiques, d'œuvrer ensemble et d'avoir peut-être, en Afrique, des avancées nouvelles qui seront des avancées mondiales, parce qu'on aura pu faire sur des terrains plus souples, plus désireux d'innover, des choses que l'on a plus de mal à faire dans d'autres pays. Un autre élément est fondamental pour réussir, c'est la relation entre la société et l'école. C'est à la fois un outil et une valeur. **Nous n'avancerons pas par l'uniformisation, la standardisation. Nous faisons de la comparaison internationale, mais le but n'est pas d'être tous pareils. Le but c'est encore une fois l'épanouissement de la société.** Par exemple, la croissance urbaine et la nécessité de respecter le monde rural, de tirer tout le profit des cultures traditionnelles, de leur renouvellement, de leur vitalité.

Notre but n'est pas de vivre dans une ville unique, globalisée, avec les mêmes standards partout mais de cultiver la diversité du monde, de la régénérer en permanence, de lui rendre sa vitalité, d'inventer mais aussi de respecter. Et pour cela le contrat de confiance entre la société et son école est fondamental. On voit cette clef de la confiance à l'œuvre en Afrique. Les sociétés africaines ont confiance dans leur école, parfois plus que d'autres pays. Sur cette base de la confiance, nous devons ajouter la confiance internationale, en quelque sorte, de toutes les sociétés envers leurs écoles et à travers les frontières. Il y a bien entendu une dimension de mobilisation financière, nous avons besoin d'argent pour avancer, mais les enjeux qualitatifs sont ceux qui priment. Cette mobilisation financière va être au service d'évolutions qualitatives. On voit bien que nous rentrons dans une nouvelle étape où l'Afrique jouera un nouveau rôle, j'en suis absolument convaincu et j'en suis heureux.



DISCUSSION ENTRE LES INTERVENANTS

Serge MICHEL – Madame Albright, vous venez d'un pays dont le président semble avoir un respect limité pour certains autres pays et désormais il vous faut les convaincre de lever plus de fonds pour l'éducation en Afrique. Il y a des gens comme lui qui sont un peu las d'aider ces pays. Quelle stratégie utiliseriez vous pour convaincre les pays africains et d'autres encore de contribuer à ce travail ?

Alice Patricia ALBRIGHT – Nous sommes très heureux des ressources qui nous sont allouées par tous nos donateurs, y compris les Etats-Unis. La conjoncture économique est très fluctuante et cela concerne également les Américains. Il y a deux questions que l'on se pose lorsque l'on s'adresse aux Etats bailleurs de fond. Un : pourquoi devraient-ils faire de l'éducation leur priorité internationale ? Les collègues de ce panel ont très bien défendu la chose : lorsque l'on parle de changement climatique, de santé, de prospérité sur le long terme, on voit qu'il faut investir massivement dans l'éducation. La deuxième chose c'est le fonctionnement de mon organisation, le PME. Je parle de la façon dont nous évaluons nos résultats, des transitions très importantes qui sont en train d'être réalisées. Auparavant nous nous concentrons sur l'école primaire, maintenant nous travaillons afin d'améliorer la qualité de l'éducation et toucher les populations les plus marginalisées. Nous avons des succès auprès de nos donateurs mais il nous reste encore beaucoup à faire.

Serge MICHEL – Audrey Azoulay, comment allez-vous remobiliser l'UNESCO autour de la cause de l'éducation pour que l'on change d'époque ?

Audrey AZOULAY – C'est une ambition qui est fondatrice à l'UNESCO : préserver les valeurs humanistes dans la modernité du monde qui se reconstruisait après la guerre. Ce qui était vrai en 1945 est toujours vrai aujourd'hui même si les problèmes ne sont plus du tout les mêmes. Mutations démographiques, migrations, déséquilibres entre les villes et les campagnes : on n'est plus du tout dans le même monde. Les défis ne se posent pas de la même façon mais c'est toujours par l'éducation qu'on arrivera à construire des sociétés capables de vivre en paix. Comment mobiliser autour de ça ? Il n'y a jamais assez d'initiatives. On voit bien que l'on est très en retard par rapport à l'investissement que nous devrions faire en quantité et en qualité. Toutes les initiatives sont bienvenues et en même temps il faut qu'il y ait cette coordination qui se construit à travers l'Objectif de développement durable n°4 de l'agenda 2030 des Nations unies, parce qu'il y a une centralité de l'éducation par rapport à tous les autres objectifs. C'est la forme de transformation du monde la plus puissante. Il faut pour cela un investissement de tous. Il faut avoir un discours très clair, très fort et je remercie les pays qui le portent, sur le fait qu'il faut un investissement coordonné, globalisé, à travers les institutions internationales et notamment le système onusien.



Serge MICHEL – Vous avez parlé de la pertinence des enseignements et on sait que les entreprises demandent de la formation africaine davantage de sciences exactes, peut-être moins de sciences humaines. L'UNESCO est connue pour être plus portée sur la littérature que sur la mécanique. Avez-vous dans votre institution des compétences pour faire une bascule sur des apprentissages plus concrets ?

Audrey AZOULAY – On fait les deux et je crois qu'il ne faut jamais abandonner l'un au détriment de l'autre. On a besoin d'apprentissages qui soient techniques, adaptés aux bouleversements du numérique. Et cela, on le fait beaucoup. Mais ce serait une erreur fondamentale que d'oublier les humanités. Parce que notre monde change, les compétences qui nous paraissent aujourd'hui à la pointe de la technique ne seront pas les mêmes dans vingt ans, pour la génération que l'on éduque aujourd'hui. Il faut aussi que l'on forme des esprits critiques, capables de penser, de s'adapter, de construire une relation à l'autre dans ce monde qui est le monde du numérique. Donc il ne faut jamais que l'on oublie cette formation, cette culture, cette histoire et à l'UNESCO, nous poussons les deux.

Serge MICHEL – Monsieur Thiam vous venez d'un pays dont le président a été philosophe, aujourd'hui le président est ingénieur. C'est différent de travailler dans un gouvernement où le président est ingénieur plutôt que quand il était philosophe ?

Serigne Mbaye THIAM – Bien sûr. On a eu la chance d'avoir cette trajectoire, d'avoir d'abord un président, Senghor, qui était un intellectuel, qui a contribué à bâtir la nation du Sénégal. Et puis le président Abdou Diouf, qui était plutôt dans la rigueur de la gestion administrative, le respect de l'Etat, et puis le président Abdoulaye Wade. Le président Macky Sall a eu l'avantage de venir, lui, d'un milieu modeste. Lorsqu'il a voulu conquérir le pouvoir, il a fait pratiquement deux fois le tour du Sénégal et il a bâti un programme autour de la résorption des disparités, au niveau de l'éducation comme par des programmes qui luttent contre les disparités entre les zones rurales et les zones urbaines et entre les différentes régions. Il y a eu au Sénégal, qui est à 95% musulman, des résistances à l'école française, qui était perçue comme extérieure à notre culture. Elles persistent dans certaines régions où prédomine l'enseignement arabo-islamique à partir des écoles coraniques traditionnelles, les daaras. Nous avons mis en place un programme de modernisation qui intègre les daaras dans le système éducatif. Elles sont considérées comme des institutions privées d'enseignement qui doivent fournir les compétences de base du cycle fondamental et qui peuvent déboucher sur l'enseignement général. Après deux ans de dialogue avec les communautés religieuses, nous sommes arrivés, en décembre dernier, à bâtir un consensus sur un cadre réglementaire et législatif d'intégration des daaras dans le système éducatif. C'est une façon d'avoir plusieurs offres éducatives tout en ayant une sortie unique, un

citoyen unique du Sénégal, fondé sur les valeurs de la République, du respect de l'autre, du vivre ensemble.

Serge MICHEL – Oui, cette cohabitation des enseignements religieux et laïcs est importante, comme l'est la cohabitation des langues. Le français n'est pas forcément la langue la plus utile pour enseigner aux petits. Cette réflexion sur les langues africaines est très importante.

Serigne Mbaye THIAM – Nous avons avec l'Organisation internationale de la francophonie un programme qui s'appelle ELAN : Ecole et langues nationales en Afrique. C'est un système d'enseignement bilingue, où l'enfant étudie en français et dans une langue nationale. Et l'évaluation du programme a montré que ces enfants qui entraînent dans la scolarité à partir de la langue de leur environnement avaient des acquis qui étaient supérieurs aux enfants qui découvrent l'école en français et le français à l'école. Nous avons démarré un programme qui s'appelle Lecture pour tous à partir de la langue première de l'enfant. Quand l'enfant travaille sur des homophonies et des homonymies à partir de la langue nationale, ça facilite son acquisition de la lecture et la transition vers le français.

Serge MICHEL – Monsieur Blanquer, vous avez dans le public un enseignant burkinabé qui s'appelle Maxime Sou, et a deux particularités. Il a des classes de 132 élèves et il a des taux de réussite qui varient entre 94% et 100%. Qu'est-ce que vous pensez apporter, depuis la France, comme expertise utile pour ces pays face aux défis qui sont les leurs. Est-ce qu'il y a chez eux, et peut-être dans l'expérience de monsieur Sou, des choses à prendre pour l'école française ?

Jean-Michel BLANQUER – J'ai chez moi un livre magnifique de Senghor qui s'appelle Leuk le lièvre et c'est un peu une façon de répondre à votre question parce que je pense que ce livre est en réalité très moderne. Je ne veux pas tirer des leçons trop rapides de la performance remarquable de Monsieur Sou, d'autant plus que je suis engagé dans une politique où, dans les classes les plus défavorisées, nous divisons les effectifs par deux en cours préparatoire et en CE1, ce qui est à mon sens nécessaire mais pas suffisant, car l'enjeu est qualitatif, d'abord et avant tout. On sait tous qu'il y a ce que l'on appelle l'effet maître, ce qui veut dire que la qualité du professeur est absolument fondamentale pour faire réussir les élèves. C'est pourquoi le recrutement et la formation des professeurs est le premier des facteurs de réussite d'un système éducatif. Je suis souvent frappé en Afrique par l'efficacité de certains maîtres ou maîtresses dans des circonstances matérielles parfois très difficiles. Cela nous montre l'importance des ressources humaines, c'est à dire que nous devons mettre d'abord et avant tout nos moyens dans la formation des professeurs.

QUESTIONS DE LA SALLE

Q1 - Stéphane Grivelet, Secrétaire général de la fédération internationale des professeurs de français. Quel rôle voyez-vous pour les associations de professeurs dans le développement de l'éducation en Afrique. Est-ce que vous prévoyez de travailler avec elles ?

Jean-Michel BLANQUER – Oui, bien entendu. La coopération décentralisée et la coopération sociétale sont aussi importantes que la coopération d'Etat à Etat ou multilatérale. On va avoir besoin de circulation dans les deux sens. Si on prend le sujet de la formation des professeurs il serait extrêmement intéressant d'avoir des échanges entre les Ecole supérieure du Professorat et de l'Education (ESPE), les institutions de formation de professeurs en France et en Afrique. Ca existe déjà mais on peut aller beaucoup plus loin.

Q2 – François Fatoux, ancien directeur de l'Observatoire de la RSE (responsabilité sociale des entreprises) en France. J'ai une question à vous poser concernant le financement de l'éducation par le secteur privé. Il y a un intérêt direct de la part des entreprises sur la question du mode de garde des enfants, des crèches, puisque l'absence de mode de garde est un des freins majeurs au travail des femmes. Cela pose la question du rôle des multinationales. Il y a une Coalition mondiale des entreprises pour l'éducation mais elles sont toutes anglo-saxonnes. Il faudrait mobiliser les entreprises françaises sur les questions de petite enfance.

Serge MICHEL – Miss Albright. Vous voyez comment la France et les entreprises françaises participent en Afrique. Est ce que vous voyez la même chose de la part des pays anglophones ?

Alice Patricia ALBRIGHT – Je vais revenir à la question qui a été posée sur la société civile, et puis ensuite les entreprises. Le PME souhaite travailler avec la société civile, les syndicats d'enseignants. L'Internationale de l'éducation est membre du conseil d'administration du PME. Nous travaillons à l'échelle internationale, nationale, locale. Pour ce qui est du secteur privé, nous réfléchissons à une stratégie pour travailler avec lui. Nous sommes à l'état embryonnaire dans ce processus. Mais notre objectif, c'est la gratuité de l'éducation et c'est ce qui oriente nos réflexions.

Q3 – L'expérience du Sénégal avec les daaras me paraît tout à fait intéressante. A l'heure où l'Afrique est envahie par l'enseignement arabe financé par les pays du Golfe et compte tenu de la place que le Sénégal occupe dans l'unité africaine, pensez-vous, monsieur le Ministre, que cette question peut et doit être discutée entre vous ?

Serigne Mbaye THIAM – Au Sénégal, l'Etat a voulu encadrer l'enseignement arabo-islamique et l'intégrer dans le système éducatif, plutôt que de laisser d'autres le prendre en charge et s'infiltrer. C'est conforme aussi aux concertations nationales sur l'éducation sur nous avons menées. Je pense que dans les espaces de coopération

que nous avons à l'échelle sous-régionale, comme à l'échelle nationale, dans le cadre des commissions qui s'occupent des questions d'éducation, ces questions peuvent être soulevées, discutées et les bonnes pratiques échangées.

Q4 – Question pour madame Albright. Je me demandais au delà de la question du financement, comment vous allez réussir à porter la crédibilité des États-Unis sur la question de l'éducation quand votre président est finalement un contre modèle en la matière ?

Alice Patricia ALBRIGHT – Nous avons le plaisir et l'honneur de travailler avec 65 des pays en développement partenaires. Deux tiers de ces pays sont en Afrique et un tiers en Amérique centrale ou en Asie. Nous travaillons avec le leadership de ces pays pour déterminer leurs priorités éducatives, leurs priorités en matière de mise en œuvre de leurs politiques. Nous sommes financés par vingt gouvernements et nous essayons également d'accroître ce nombre. L'orientation générale du PME reflète la politique globale d'aide de ces pays. Nous avons également des financements qui sont consacrés par les pays à leurs systèmes éducatifs. Nous travaillons aussi avec les fondations, les organisations de la société civile, les organisations des Nations unies, la Banque mondiale, les syndicats d'enseignants et bien d'autres organisations. Nous nous considérons comme étant une organisation multilatérale essentielle de partenariat dans le domaine de l'éducation pour relever les défis dont nous avons tous parlé.

Serge MICHEL – Il n'y a pas que les États-Unis sur terre ! On souhaite que le partenariat se poursuive de façon fructueuse. Merci.



KEY NOTE

Adama OUANE

Administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie



La secrétaire générale de la francophonie, Madame Michèle Jean, aime à rappeler que l'éducation est une arme de construction massive par essence et par excellence. L'éducation constitue donc pour la francophonie une priorité des priorités dans la perspective d'un développement durable, profondément

humain et d'une prospérité réellement partagée. Je partage les analyses qui ont été faites ici. Nous parlons de mondialisation mais nous parlons aussi de globalisation et en même temps il y a aussi l'individualisation. Nous sommes dans un monde où on nous dit que la pauvreté recule, mais elle est là, elle est persistante et nous avons aussi une richesse en abondance. Nous sommes dans un monde où ceux qui sont à l'école vont exercer des emplois qui n'existent pas encore où et nous avons un chômage massif. Nous sommes dans un monde où la question de l'inclusion est importante, mais où nous avons aussi beaucoup d'exclusion et de marginalisation. Dans un monde où la mobilité est requise et où les flux migratoire sont importants. Au titre de ces éléments de contexte, il y a aussi des défis qui méritent d'être signalés. Il y a les défis de la mondialisation, qui est fortement remise en cause et à laquelle il est demandé de donner un visage plus humain. Il y a celui de la démocratie. Le défi démographique : d'un côté la « dénatalisation », le vieillissement, d'un autre l'accroissement de la population. Nous avons le défi de la transformation numérique. Le défi scientifique et technique du développement durable, notamment celui de l'environnement et du climat. Il y a le défi du vivre ensemble, de la diversité des cultures avec une permanence de la transformation, du changement, des mutations.

L'éducation est un droit fondamental ! Elle doit être inclusive, pérenne et de qualité, mais aussi plurielle, pétrie de différences, nourrie du respect et de la dignité de chacun et soucieuse du droit, des capacités et de la réussite, surtout des plus vulnérables. Quand on interroge le thème de cette conférence on doit le faire en prenant en compte ce contexte global et aussi d'autres questions sous-jacentes : **quelle école ou quelles écoles pour quelle éducation ? Quelle éducation pour quel développement ? Quelle éducation pour le développement de quelle Afrique ou de quelles Afriques ?** En mettant en exergue l'école on privilégie l'enseignement de type formel, mais c'est un choix. Quand on parle d'éducation, il y a aussi les adultes, l'alphabétisation, l'éducation non formelle et la formation continue. Parmi les millions d'enfants et de jeunes en Afrique, environ 60% n'ont jamais encore fréquenté l'école. Pourquoi y a-t-il autant d'enfants en dehors de l'école ? Les raisons sont multiples, et profondes, sans compter qu'il y a aussi des millions de jeunes qui quittent l'école sans savoir

lire et écrire. Il faut parler de l'école dans une perspective d'apprentissage continu et tout au long de la vie.

5 défis. Le premier défi c'est celui de la scolarisation, de l'égalité et de la lutte contre le décrochage scolaire. Il y a des progrès énormes en matière d'élimination des disparités, mais il reste encore des efforts à faire dans l'équité du genre, dans les constructions et équipements scolaires, la mise en œuvre d'action de mobilisation sociale à grande échelle, de politique de lutte contre les stéréotypes, les discriminations et les violences, et des mesures incitatives sous forme de récompense aux plus méritants, la formation et la sensibilisation du personnel enseignant à la pédagogie sensible au genre, la responsabilité des mères et leur accès au crédit et à des activités génératrices de revenus pour financer l'enseignement des filles.

Deuxième défi, celui de l'apprentissage, de la qualité de l'apprentissage pour tous. Ce défi est au cœur du système. Pour y répondre, il faut un environnement incitatif et facilitateur, des enseignants qualifiés et créatifs, des méthodes dynamiques et interactives, un système intégré d'évaluation des acquis d'apprentissage et l'optimisation, l'utilisation des technologies de l'information et le recours massif aux dividendes du numérique, et mettre l'accent sur la finalité des apprentissages : apprendre à connaître, à faire, à être, à vivre ensemble, à changer, à devenir – l'outil principal étant le méta-apprentissage lui-même c'est à dire apprendre à apprendre. L'essentiel c'est la finalité, les résultats fondamentaux autour de connaissances instrumentales et de compétence clef : lecture, écriture, connaissances mathématiques et numériques, esprit critique, curiosité, solution de problèmes, anticipation...

Le troisième défi, c'est celui des enseignants. On sait qu'il en faut encore 69 millions à travers le monde, dont 17 millions seulement pour l'Afrique. Nous avons des programmes pour améliorer la formation des enseignants, y compris par les nouvelles technologies. C'est une révolution à faire : l'amélioration de la qualité des enseignants est le déterminant le plus important.

Quatrième défi : la nécessité d'élaborer des formations qui permettent un accès à l'emploi. La formation professionnelle et technique.

Dernier défi, c'est celui de l'alphabétisation de qualité, en entendant par là une alphabétisation universelle qu'on doit rechercher par la mise en place de société réellement lettrées, multilingues, équitables, avec des individus dotés de capacités intellectuelles et civiques critiques, de compétences sociaux-professionnelles, des individus formés au développement durable et à la participation citoyenne. Tous ces défis peuvent certainement profiter de la révolution numérique. L'agenda pour l'éducation 2030 repose donc sur le double constat du chemin parcouru et celui qui reste à parcourir. Les objectifs sont ambitieux, et les moyens à mobiliser sont considérables : il nous faut accroître les sommes consacrées à l'éducation mais aussi trouver des moyens nouveaux d'intervention. En d'autres termes il faut faire mieux. Comme le dit un proverbe africain : « l'eau nettoie, mais c'est la connaissance qui purifie et qui libère »



TÉMOIGNAGE : « FAIRE RÉUSSIR LES ÉLÈVES : LE MÉTIER D'ENSEIGNANT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE »

Maxime SOU

Enseignant à l'école élémentaire de Kua'c, Burkina-Faso,



Serge MICHEL - Monsieur Maxime Sou, vous êtes professeur dans une école élémentaire de Kua'c' au Burkina Faso et vous avez 132 élèves cette année.

Maxime SOU - Oui 132. 67 filles et 65 garçons.

Serge MICHEL - 132 élèves c'est considérable, comment

faites-vous qu'ils restent calmes et qu'ils apprennent ?

Maxime SOU - 132 élèves, c'est un effectif large. Alors je me suis dit il faut aller vers les parents pour avoir leur appui. Et c'est ensemble que nous pouvons relever le défi. Lorsque le parent et moi nous parlons le même langage, alors l'enfant va nous écouter.

Serge MICHEL - Mais les parents ne sont pas dans la classe.

Maxime SOU - Il faut les sensibiliser. Au début, je fais des évaluations. Et à un moment donné je remets les devoirs aux enfants qui vont les apporter chez eux. Je demande aux enfants que leurs parents me ramènent les cahiers. Et alors nous échangeons et je leur demande : est-ce que je peux avoir votre appui ?

Serge MICHEL - Vous impliquez les parents et c'est ça une des recettes. L'autre recette, vous avez dans la main une baguette.

Maxime SOU - Oui, mais la baguette ce n'est pas pour frapper. Chacun des élèves a un support tel que les ardoises et lorsque je pose une question de manière écrite ils répondent. Donc il faut qu'ils m'écoutent. Quand j'ai une baguette ils m'écoutent et quand je donne un coup sur la table alors chacun exécute. Je fais un contrôle et je vois quelles sont les erreurs. Pourquoi l'enfant a écrit ceci. A partir de la pédagogie de l'erreur je vois les difficultés de l'enfant, pour que je puisse l'orienter. Et je me sers de ces erreurs-là pour donner mon cours.

Serge MICHEL - Mais, quand les élèves ne sont pas sages, qu'est-ce que vous faites avec eux ?

Maxime SOU - Il y a une manière aussi de sanctionner. Quelle que soit la punition le parent sait. C'est à dire je peux mettre l'élève à genoux là où il est. Pour cinq minutes ou bien pour deux minutes. Après il reprend sa place et on continue.

Serge MICHEL - Quand vous étiez à l'école vous même c'était comme ça ?

Maxime SOU - Nous quand nous étions à l'école ce

n'était pas comme ça. Les parents s'intéressaient peu à l'éducation. Les parents ont compris le bien-fondé de l'éducation.

Serge MICHEL - Mais combien vous étiez quand vous étiez à l'école vous-même ?

Maxime SOU - Nous on était 47.

Serge MICHEL - Et qu'est ce qui s'est passé pour que maintenant on arrive à 132 ?

Maxime SOU - Vous savez, la démographie elle est galopante chez nous.

Serge MICHEL - Mais il n'y a pas eu de nouvelles écoles construites ?

Maxime SOU - L'Etat construit en fonction de ses moyens. Chez nous on parle de 19 ou de 20% du budget qui va dans l'éducation. Il y a des écoles privées mais avec la pauvreté des parents, ils ne peuvent pas y inscrire leurs enfants. Donc on se retrouve ensemble.

Serge MICHEL - Vous-même vous avez mis un de vos enfants dans une école privée, c'est juste ?

Maxime SOU - Oui.

Serge MICHEL - Et après vous l'avez repris.

Maxime SOU - Je l'ai ramené. Lorsque j'ai constaté effectivement que l'enseignant n'était pas de qualité, j'ai ramené mon enfant.

Serge MICHEL - Donc l'éducation privée c'est parfois un petit peu un mirage ?

Maxime SOU - Il y a l'éducation privée des grands et l'éducation privée des petits. Lorsque vous prenez l'éducation privée des grands, ceux qui ont les moyens, il y a des écoles où vous vous retrouvez à 30 ou 40 comme ici. Mais dans l'éducation privée souvent les enseignants ne sont pas formés. L'enfant brille, mais à l'examen ça n'est pas le cas. Parce qu'en fait c'est devenu comme du commerce. C'est un viol de conscience.

Serge MICHEL - Comment vous faites quand une famille souhaite retenir sa fille et ne pas l'envoyer à l'école.

Maxime SOU - Bon, là c'est pas moi seul. En fait l'Etat œuvre pour sensibiliser les parents. Si c'est dans ma classe, on convoque les parents, on échange et si ça ne va pas, l'administration est là.

Serge MICHEL - Donc vous avez plus de filles que de garçons. Elles apprennent aussi bien ?

Maxime SOU - Elles se débrouillent, elles sont bien. Elles sont meilleures. Vous savez quand les filles sont très jeunes, elles écoutent !

Serge MICHEL - Après plus.

Maxime SOU - Lorsque vous leur donnez des conseils, elles sont réceptives.

Serge MICHEL - Vous mêmes vous avez une sorte de vocation contrariée, vous vouliez être gendarme ?



Maxime SOU – Ca n'a pas marché. L'Etat burkinabe ne recrutait pas les gendarmes. Il fallait se trouver un emploi. Voilà.

Serge MICHEL – Vous voulez dire que votre école à vous ça n'a pas été facile ?

Maxime SOU – Oui.

Serge MICHEL – Vous avez été un mauvais élève et vous êtes un bon prof ?

Maxime SOU – Un mauvais élève moi ? Ah non, j'étais même excellent. J'ai fait le primaire effectivement, un cursus normal. Au secondaire, ma famille n'avait pas les moyens. J'ai fait les cours du soir de sixième. J'ai fait un bond en sautant la cinquième pour aller en quatrième. J'ai suivi les cours du soir en troisième et là j'ai échoué lamentablement. La deuxième année j'ai repris, et ça a marché. J'ai continué la seconde en cours du soir et comme c'est le BEPC qui vous permet de postuler, j'ai postulé. Après je me suis dit est-ce qu'il faut me limiter au BEPC ? Qu'est-ce que je vais dire aux enfants ? Alors, étant dans l'école des enseignants, je me suis présenté au BAC en sautant la première.

Serge MICHEL – Et vous l'avez eu.

Maxime SOU – Et je l'ai !

Serge MICHEL – Donc vous avez conquis de haute lutte ce BAC et ensuite vous avez choisi l'éducation. Vous ne regrettez pas la carrière de gendarme ?

Maxime SOU – Non. Parce que je me sens fier là où je

suis. C'est vrai je ne suis pas gendarme, mais j'ai tout fait pour amener un élève au succès dans l'école militaire. Et aujourd'hui ce petit m'a remplacé valablement parce qu'il est lieutenant. Donc je suis fier. Je ne regrette pas.

Serge MICHEL – Vous avez dit tout à l'heure il n'y a pas de recette que l'on peut écrire comme ça en cinq ou six points. C'est quoi la vraie raison pour que ça marche, parce que vos élèves ont un taux de succès incroyable. C'est quoi le truc, c'est que vous y mettez tellement de vous même non ?

Maxime SOU – Il y a les savoir-faire. Les anciens, ils sont formés pour ça. Ils ont les savoirs. Des fois ils ont les savoir faire. Ils ont les deux, des fois. Mais lorsque vous considérez l'élève comme votre enfant, vous allez au-delà.

Serge MICHEL – C'est à dire ?

Maxime SOU – Nous commençons des fois les cours à 7h au lieu de 7h30. Je donne une interrogation écrite au tableau et on est là, on échange comme ça. J'applique la pédagogie de groupe. Vous avez un leader, vous apprenez. Autour de chaque leçon, chaque groupe doit me donner une question, je la mets au tableau. Il y a dix questions et les élèves vont devoir répondre à ces dix questions, ce qui consolide leur maîtrise de la leçon.

Serge MICHEL – C'est intensif, vous travaillez tous les jours même le samedi.

Maxime SOU – Le samedi c'est un jour de repos, mais le matin je viens. A dix heures je vais à la maison.



Serge MICHEL – Le samedi vous faites des rattrapages pour les autres, c'est ça ?

Maxime SOU – Oui. Lorsque vous considérez chacun comme votre enfant et vous tenez à ce qu'il réussisse, et lorsque vous lui posez des questions et il n'arrive pas à répondre, vous même vous êtes mal à l'aise. Lorsque j'évalue et que je me rends compte après l'évaluation que les enfants n'ont pas réussi, alors ça m'amène à réfléchir. Est-ce que c'est la conduite de la leçon qui a été mauvaise ? Ou bien, est-ce que ce sont les questions posées qui ont été mauvaises ? Ou bien, qu'est-ce qui a empêché ces enfants là d'avoir des bonnes notes ? Voilà.

Serge MICHEL – Vous avez combien d'années d'enseignement ?

Maxime SOU – Vingt ans quatre mois.

Serge MICHEL – Vingt ans quatre mois ! Les mois comptent quand on a 130 élèves. 20 ans 4 mois avec 120 élèves en moyenne par année, ça fait 2500 élèves, 2500 enfants pour vous. Vous vous êtes projetés dans chacun ? Vous voulez que chacun réussisse ?

Maxime SOU – Qui n'aimerait pas voir un de ses élèves réussir ! Tout parent aimerait voir son enfant réussir ! J'ai dit que je me considère comme le père des enfants et non l'enseignant des enfants. Voilà. Lorsqu'on se considère comme l'enseignant des enfants ça pose une limite. Lorsque l'on se dit c'est son enfant, on s'évertue à aller au-delà.

Serge MICHEL – Est ce que vous avez un conseil à donner aux profs en France ? Parce que eux, ils ont un peu moins d'élèves que vous, mais ils ont aussi pas mal de problèmes.

Maxime SOU – C'est un peu difficile car les écoles et les

élèves ne sont pas les mêmes. Chez les Français, vous m'excusez, on donne une liberté accrue à l'enfant, à telle enseigne qu'il est difficile à l'enseignant de l'amener à l'écouter. Voilà. Moi je travaille de concert avec les parents mais chez vous... avant de parler aux enseignants, moi j'aimerais parler aux parents français d'abord.

Serge MICHEL – Et vous leur dites quoi ?

Maxime SOU – Qu'ils aient confiance d'abord aux enseignants. Si on n'a pas confiance dans les enseignants ça n'est pas possible. Qu'ils échangent avec les enseignants. Lorsque l'enfant se rend compte que le papa a confiance en son maître, et qu'il y a des échanges entre le maître et les parents, il va de soi que l'enfant écoute le maître. Alors que chez vous il y a une distance entre le maître et vous mêmes. Je dépose et puis je continue ma vie.



Serge MICHEL – Merci beaucoup. Evidemment il y a ce rapport aux parents qui est essentiel, mais il y a une énergie chez vous que j'ai rarement vue et je pense que pour qu'on arrête de faire ces conférences sur l'éducation, il suffirait de vous cloner un million de fois et tout marcherait super bien, en Afrique et ailleurs, et en France aussi. Merci beaucoup vraiment.

PANEL N°2 : « L'ÉCOLE POUR QUOI FAIRE ET POUR FORMER QUELLE JEUNESSE ? »

Julie ESSIAM, Directrice générale, Fondation Ecobank, Directrice des ressources humaines et affaires sociales, Groupe Ecobank, Ghana

Koumba BOLY BARRY, Rapporteur spéciale des Nations unies sur le droit à l'éducation, ancienne ministre de l'Éducation du Burkina Faso

Clément K. KOUAKOU, Directeur, Centre de Recherches Micro-Économiques du développement, Université Félix Houphouët Boigny et Directeur de la

Stratégie et des Études, Ministère du Plan et du Développement, Côte d'Ivoire

Mama SOW, Administrateur, Fédération internationale des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (FICEMEA)

Valérie TEHIO, Responsable adjointe de la division Éducation, Formation, Emploi, Agence Française de Développement

Serge MICHEL – J'invite le panel suivant à venir me rejoindre. Julie Essiam, Valérie Tehio, Clément Kouakou, Mama Sow. Madame Tehio, vous avez entendu le témoignage de Maxime Sou. Comment vous réagissez à ce qu'il dit et notamment à ce que les profs en France pourraient peut-être tirer de son expérience, de son engagement. C'est un cas particulier ? Vous en avez beaucoup des comme ça ?

Valérie TEHIO – Je ne sais pas s'il y a beaucoup de Maxime Sou. Il y a plusieurs choses tout à fait remarquables chez lui. Tout d'abord il a un engagement assez incroyable, une dédication à son métier. Et puis il a des stratégies qui se renouvellent en permanence avec les familles pour faire en sorte que l'école ne soit pas fermée et qu'il y ait une vraie coalition en faveur de la réussite des enfants. C'est un miracle au niveau pédagogique d'avoir d'énormes groupes et un travail individualisé. Ses stratégies sont basées sur le travail entre élèves. Dix groupes, 13 élèves par groupe et les élèves s'entraident, il y a un leader et même un binôme de leaders par groupe. Les élèves travaillent entre eux, se corrigent, analysent leur travail et leurs erreurs, mais ensuite il y a un travail individuel. Par écrit, c'est toujours individuel. Et comme ça, il peut suivre personnellement ce que font les enfants. Ce qui est miraculeux chez cet enseignant, c'est justement cette capacité à développer de multiples stratégies qui construisent du collectif entre l'école et les familles et puis à l'intérieur de la classe entre les élèves.

Serge MICHEL – On dit que le numérique c'est la grande révolution et là on voit une classe qui fonctionne plutôt bien et sans aucun numérique. Est ce que au fond le numérique c'est un mirage ou c'est un miracle ?

Mama SOW – Merci, je ne pense pas que ce soit un mirage, c'est une réalité. Le monde est en transformation. Mais ça n'exclut pas qu'on travaille à parfaire nos pratiques, à mieux nous adapter dans les contextes dans lesquels nous sommes et c'est le cas de monsieur Sou. C'est exceptionnel ce qu'il est en train de faire ! Ce qu'il faut voir c'est la modélisation de cette pratique. Parce qu'il faut qu'elle serve. Comment peut-on à partir de cette pratique dupliquer, pouvoir un peu passer cela ? J'ai envie de vous inviter dans notre réseau, qu'on puisse mutualiser et qu'on aille vers une capitalisation qui permettra les possibilités d'application. Cette ouverture de l'école vers autre

chose c'est aussi, au delà de l'examen, faire un homme, un citoyen, quelqu'un qui a des compétences de vie. Selon les modèles et selon les pays il ne suffit pas d'avoir le diplôme pour être dans des compétences de vie.

Serge MICHEL – J'étais parti du numérique et du fait que désormais on considère qu'il faut une tablette dans une classe pour que ça marche.

Mama SOW – Au Sénégal des beaucoup d'efforts sont faits depuis très longtemps. Avec l'ancien président on parlait déjà de fracture numérique. Nous avons plusieurs programmes. Donc on est dans cette question, qui est une question projective.

Serge MICHEL – Monsieur Kouakou, on le disait pas besoin de méthode, il faut de l'engagement, il faut du collectif. Qu'est-ce que vous en pensez ?

Clément K. KOUAKOU – Je suis enseignant chercheur et directeur d'un centre de recherche et nous menons essentiellement des recherches sur l'emploi des jeunes, pour comprendre un peu les difficultés d'insertion et sources de l'adéquation compétences emploi, les problèmes de l'employabilité, etc. Mais l'ensemble de ces problèmes découlent de la formation de base. Les problèmes de l'adéquation, du coût de la formation de base. Pour revenir à la question que vous posez, le numérique ça n'est pas tout à fait la panacée, parce qu'on a constaté une lacune dans le numérique, c'est que le numérique finit par rendre les enfants assez paresseux. C'est vrai qu'il y a une portée essentielle qu'il ne faut pas occulter, mais il y a aussi ce défaut de la paresse que génère le numérique.

Serge MICHEL – Est-ce que cette paresse est générée seulement chez l'élève ou aussi chez les profs ?

Clément K. KOUAKOU – Les professeurs mobilisent également le numérique mais dans un sens positif, pour faire comprendre plus facilement à l'enfant. Aujourd'hui l'apprentissage est facilité parce que la connaissance se transmet de façon virtuelle. Si je fais un cours que vous n'avez pas compris, il suffit d'aller sur Google et vous avez la réponse. L'enseignant aussi va sur Google pour renforcer ses cours. Donc il y a une grande portée du numérique tant pour l'enseignant que pour l'apprenant, mais il faut l'utiliser à bon escient.

Serge MICHEL – Mais on dit que 20% des profs arrivent en retard sur le continent. Comment arrive-t-on à insuffler l'envie de transmettre à des profs ?

Clément K. KOUAKOU – C'est un problème d'éthique qu'il faut corriger. Dans le secteur privé c'est la productivité, si vous venez en retard vous êtes sanctionnés. Mais dans le public ça se fait parce que certainement il y a un défaut de contrôle, de rigueur.

Serge MICHEL – Sur cette question de formation des profs qui est tellement importante, où est ce que l'on en est ? Quelles sont les méthodes pourraient faire une différence ? Il manque combien de profs en Afrique ?



Valérie TEHIO – Par rapport à l'agenda 2030 il faut 20 millions à 30 millions d'enseignants. Donc il en faut beaucoup. Il y a des multiples problèmes dans la formation des enseignants. Les structures de formation initiale en forment actuellement un peu plus 100 000 par an en Afrique alors qu'il en faudrait plus de 200 000. Elles ne sont pas à la hauteur pour former suffisamment d'enseignants pour le public et le privé. C'est notamment vrai pour le secondaire où la formation est encore très concentrée sur les écoles normales supérieures alors qu'il faudrait penser à la diffuser dans les universités. Le nombre ne résoud pas la question de la qualité de la formation. Il n'y a pas de solution miracle. Il y a beaucoup de facteurs qui vont faire que cet enseignant va avoir les bons instruments pour réagir par rapport à un public de plus en plus hétérogène.

Serge MICHEL – C'est à dire ?

Valérie TEHIO – Tous les parents n'ont pas forcément la même représentation de l'école, de la réussite de leur enfant, de l'aspiration qu'ils mettent dans sa poursuite scolaire, la même confiance par rapport à l'institution scolaire. Les enfants sont différents. Ils n'ont pas tous le même appétit d'apprendre, la même soif de progresser à travers les savoirs formels qui sont quand même extrêmement codifiés. Donc il y a tous ces écarts qui jouent et qui rendent le métier particulièrement complexe. Je ne peux pas vous donner de solution. Simplement je peux vous dire ce que nous essayons de faire. Nous essayons de travailler sur des modèles de formation qui ne sortent pas les enseignants de leurs classes, ou le moins possible, car il faut qu'ils soient devant leurs élèves. Avoir des formations qui soient le plus proches de son action

réelle avec les élèves et non pas des formations qui vont lui présenter de façon théorique ce que devrait être une interaction avec les élèves. Donc le mettre dans une situation la plus proche possible de celle qu'il vit et que les enfants vivent quand ils apprennent. C'est une formation qui travaille sur l'ensemble des gestes professionnels de l'enseignant et ça a à voir avec les savoirs, bien sûr, mais ça a aussi à voir avec la pédagogie, les stratégies pour travailler avec les élèves, ça a aussi à voir avec la compréhension de comment se construit l'apprentissage d'un enfant, donc avec la didactique et en particulier la didactique de discipline et tout un travail sur le climat de la classe, des interactions, le climat avec les parents et les élèves.

Serge MICHEL – Vous travaillez pour une banque, vous êtes impliquée dans des programmes sanitaires et éducatifs. Comment, en tant que société privée, travaillez-vous avec les Etats ? Est-ce que ça fonctionne bien ? Avez-vous des objectifs partagés ? Comment conjuguez-vous vos efforts ?

Julie ESSIAM – Je ne crois pas qu'il soit possible d'obtenir de bons résultats sans un partenariat public-privé. Les questions se posent au niveau de l'accès à l'éducation mais également de sa qualité. Dans le secteur privé nous ressentons les conséquences de la mauvaise qualité de l'éducation. De plus en plus d'élèves, lorsqu'ils ont obtenu leurs diplômes et qu'on les reçoit pour des entretiens, n'ont pas les compétences de base. Notre responsabilité c'est de développer des partenariats avec le secteur public de façon ce que ces défis soient relevés. A Ecobank nous avons transformé la fondation que je dirige pour nous concentrer plus particulièrement sur l'éducation, la santé et l'intégration économique. Parce que dans toutes les sociétés, si vous voulez comprendre comment l'économie se développe et prospère, il faut regarder le système éducatif, le système sanitaire et s'intéresser au caractère inclusif de l'économie. Il faut se concentrer sur ces trois domaines. Nous faisons des choses en interne et en externe. Nous avons créé l'académie Ecobank pour renforcer les compétences en matière de gestion et de direction. L'idée c'est de soutenir l'éducation des adultes, avec des compétences de gestion financière pour les femmes qui souhaitent devenir entrepreneur et puis également à des fins de renforcement des compétences dans le secteur privé avec des capacités de leadership et des compétences en matière de direction. Nous sommes également en train de mettre en place des programmes pour que nos personnels et nos dirigeants aillent dans les salles de classe. Il faut vraiment qu'on soit partie intégrante de l'élaboration des programmes scolaires. Donc pour répondre à votre question oui c'est très important.

Serge MICHEL – Pouvez-vous faire cela à la fois pour l'enseignement supérieur et l'école primaire, l'éducation de base ?

Julie ESSIAM – Il faut bien commencer par la base. Il est impossible d'avoir une bonne maison si les fondations sont pourries. Donc il faut soutenir la transformation numérique. Est-ce qu'on va être concurrentiels sur un



Julie Essiam lors de la conférence

marché développé si on dit que la transformation numérique n'est pas importante et qu'on la laisse de côté ? Il faut être au cœur de ce processus et être impliqué.

Serge MICHEL – Est-ce que vous pouvez le faire à la fois dans les pays anglophones, les pays francophones ?

Julie ESSIAM – Je travaille dans 36 pays, anglophones et francophones. Plus de la moitié de ces pays se trouvent dans des régions francophones.

Serge MICHEL – Est-ce que vous voyez des différences entre les pays anglophones et francophones dans le domaine de l'éducation ? Est-ce que les anglophones sont meilleurs que les francophones ?

Julie ESSIAM – Non. Les programmes scolaires dans les pays anglophones dépendent beaucoup du système britannique et les programmes francophones se fondent grandement sur le programme scolaire français. Et là je vous parle d'école privée, où l'enseignement est de meilleure qualité. Mais qu'il s'agisse d'un programme en français ou en anglais, si on l'utilise au mieux, si on crée les capacités nécessaires, il n'y a pas de différence entre l'anglophone et le francophone.

Serge MICHEL – Comment est-ce que vous construisez votre propre modèle d'éducation ? Est-ce que c'est forcément à partir de la France ou est-ce que vous avez d'autres inspirations.

Clément K. KOUAKOU – On a quatre modèles de formation dans le monde. D'une part le modèle allemand. Ce qu'on a appelé la transition régulée, ou le modèle dual, qui laisse une marge de manœuvre à l'apprenant, de sorte qu'une partie de sa formation soit en entreprise et une autre partie de façon magistrale. On a également la formation à transition directe, au Japon, par exemple, où

déjà les entreprises s'investissent dans la formation du jeune de sorte à l'utiliser ensuite. Et puis nous avons la formation à transition dérégulée aux Etats Unis, où l'Etat n'intervient pas forcément dans le système de formation. Nous avons constaté qu'au Ghana la formation de base est libre, les ménages investissent beaucoup dans la formation de base, alors qu'en Côte d'Ivoire l'intervention de l'Etat est beaucoup plus poussée. Nous avons le modèle à transition décalée, c'est le cas du modèle français, que nous avons copié, nous pays francophones et plus particulièrement la Côte d'Ivoire. Ce modèle consiste à former une élite. La sélection entre formation générale et formation technique et professionnelle se fait par l'échec. Lorsque vous êtes très brillant on vous recommande de faire l'université. Lorsque vous êtes moins brillant on vous affecte dans les lycées professionnels et techniques.

Serge MICHEL – Et c'est un bon moule ?

Clément K. KOUAKOU – Chaque modèle a ses avantages et ses inconvénients. Le modèle français est un bon modèle parce qu'il permet de forger l'apprenant, qui devient polyvalent. Il connaît un peu de tout et il est plus facile pour lui de s'adapter. Aujourd'hui ce modèle est en train de converger vers le modèle allemand, qui n'est pas facile à copier, en particulier dans les pays en développement, car il nécessite un tissu industriel assez sophistiqué.

Serge MICHEL – Vous même Valérie, vous avez conscience d'une remise en question des modèles et d'offrir aussi dans les réflexions et vos discussions une convergence entre les modèles français, allemands et peut être autre chose ou vous vous sentez dépositaire d'un modèle français ?

« L'éducation c'est d'abord une construction sociale, historique, politique, qui est en miroir par rapport à une société, qui évolue par rapport à elle. »

Valérie TEHIO

Valérie TEHIO – Non. Sans doute pas. Il me semble que l'éducation au sens large, c'est d'abord une construction sociale, historique, politique, qui est en miroir par rapport à une société, qui évolue par rapport à elle. Si on tend vers un modèle à appliquer à d'autres contextes, c'est qu'on se trompe. Par contre, il me semble qu'il faut défendre des principes et les principes ne sont pas forcément tous identifiables dans chaque système national. Je citerais trois ou quatre grands principes. Le premier c'est un principe d'équité, une logique de réduction des inégalités. L'école pour tous c'est une utopie démocratique, un enjeu d'égalité des chances, de réduction des inégalités et de la ségrégation. Le deuxième principe c'est un système qui soit pertinent, par rapport à de multiples dimensions, pertinent par rapport à la culture et à l'histoire du pays dans lequel ce système se met en place – il y a là tout un enjeu de culture commune et de projet commun qui se joue – mais pertinent aussi par rapport aux attentes de l'économie, aux besoins du marché du travail. Un système d'éducation et de formation de qualité c'est un système qui sait dialoguer avec le monde économique et le secteur privé en particulier, pour pouvoir bien répondre à ses besoins. Le troisième grand principe c'est un principe d'ouverture du système, de flexibilité du système, une sorte de modularité du système, puisque l'école n'est pas seule à éduquer. On l'a bien vu, elle est même une toute petite portion du temps de l'éducation d'un enfant et d'un jeune. Et donc l'enjeu d'un système d'éducation et de formation c'est de travailler avec son extérieur et tous les acteurs qui sont autour, de construire des passerelles et des parcours diversifiés ; ça c'est important sur toute la chaîne de formation. Le dernier principe participe de l'utopie démocratique. Pourquoi un enjeu de qualité ? Parce qu'il s'agit d'émanciper des personnes, de leur donner les moyens de leur autonomie. Voilà, ce sont les principes qu'il faut défendre et non pas un modèle. La forme scolaire, c'est une histoire, c'est une construction sociale.

Serge MICHEL – Monsieur Sow, ça vous paraît raisonnable ce qui vient d'être dit ?

Mama SOW – Oui, tout à fait. Un modèle, si on le prend dans son contexte il devient exclusif. Le système éducatif le plus équitable possible, le plus inclusif, le plus efficient c'est justement celui qui essaie de résorber les disparités, qui permet de s'ouvrir, de casser les murs de l'école, qu'il y ait des passerelles et des ponts pour passer d'un endroit à l'autre, que l'extérieur vienne à l'école et que l'école aille à l'extérieur pour s'ouvrir aux autres. Cette école demande une reconstruction des systèmes. Il y a des limites dans les systèmes anglophone, allemands ou français. Comment construire ou inventer des systèmes en fonc-

tion des spécificités de chaque pays ? Ca demande une co-construction avec toutes les composantes d'un pays, pas qu'un gouvernement, pas que des enseignants, mais l'ensemble. C'est dans cette logique qu'on se situe en parlant de l'homme que nous voulons former, l'homme que nous voulons construire. Nous avons trop souffert des modèles. Les ajustements structurels ont en partie détruit l'école, avant que l'on se rende compte qu'il fallait que l'on s'adapte aux réalités des pays. Aujourd'hui on est sur une nouvelle dynamique, il faut aller dans ce sens et ne pas s'enfermer dans des modèles.

Q1 – Je suis Josette Bruffaerts-Thomas, d'Haïti, présidente de l'association Haïti futur, qui met en place des tableaux numériques dans les écoles haïtiennes. Est-ce qu'aujourd'hui les institutions qui sont en charge de gérer l'éducation dans le monde sont encore adaptées par rapport à la marche du monde ? Parce qu'aujourd'hui j'ai l'impression de diriger une startup et j'ai des mastodontes en face de moi.

Valérie TEHIO – Quand on parle d'éducation et de pays en développement, on parle de centaines de milliers, voire le million de jeunes par pays. Le système éducatif, c'est forcément un mastodonte. Après, le problème c'est d'avoir le moins de bureaucratie possible. Quand on a une administration, elle est très facilement bureaucratique, c'est vrai pour les gouvernements, c'est vrai pour les institutions internationales. Il faut pouvoir faire dialoguer les acteurs aux différents niveaux, leur permettre d'avoir des marges de manoeuvre dans la prise de décision qui s'adapte aux besoins et aux contextes. C'est vrai pour les directeurs d'école, pour les inspecteurs au niveau district et région. C'est cette agilité là à l'intérieur du système qui permet au système de vivre et à monsieur Sou de faire son travail avec fierté.

Q2 – Je suppose que pour développer des programmes de formation il est nécessaire d'avoir un plan de développement économique dans le pays, c'est à dire sélectionner les secteurs d'activité dans lesquels on veut être le plus fort. Si le pays n'a pas identifié là où il veut devenir le leader économique, est ce que ça ne bloque pas les actions sur le terrain au niveau de l'éducation.

Julie ESSIAM – Les visions économiques évoluent. Vous ne pouvez pas avoir une vision économique qui tienne pendant vingt ou trente ans. Alors parlons des compétences de base. Il faut d'abord les fondements, c'est ce qui reste à l'âge adulte. Ca vous donne une ouverture d'esprit, de telle sorte que lorsque vous êtes seul, vous pouvez utiliser ces fondements. C'est de cela dont il s'agit lorsque vos programmes, vos visions dans

le pays changent : vous avez les bases, les capacités analytiques, la pensée critique, qui vous permettent de très rapidement évoluer vers ce secteur économique et contribuer à l'économie. Et ça, c'est l'éducation fondamentale et c'est ce que nous n'avons pas en Afrique.

Serge MICHEL – Vous êtes d'accord avec elle ? Il n'y a pas de base ? Ce qu'elle vient de dire c'est valable pour la Côte d'Ivoire ou c'est mieux que la vision un peu sévère qu'elle vient d'exprimer ?

Clément K. KOUAKOU – Non, c'est plutôt valable. En Côte d'Ivoire on a constaté que les modèles de formation sont centralisés. Dans le plan de développement économique, on a des axes qui s'intéressent à l'éducation, mais ces axes concernent l'ensemble du pays, alors que les besoins pour chaque région ne sont pas les mêmes. Le manque de décentralisation de la formation de base de la formation professionnelle est véritablement un handicap. On aurait pu tenir compte des potentialités des villes du Nord, de l'Ouest, de l'Est et faire des formations en conséquence. L'autre défi c'est qu'on ne forme pas pour son économie. La Côte d'Ivoire est un pays à forte potentialité agricole. Le café et le cacao constituent les piliers de l'économie, avec le coton, la banane, etc. Mais les chiffres indiquent que l'enseignement professionnel ne représente que 5% de l'enseignement global et seulement 0,3% de l'enseignement technique et professionnel se fait dans le domaine agricole, alors que nous sommes une économie essentiellement agricole.

Serge MICHEL – Vous renforcez plutôt le pessimisme de Julie.

Valérie TEHIO – On peut quand même dire que les pays travaillent sur leur planification et une vision prospective de leur développement et des secteurs sur lesquels ils veulent leur attention pour créer le dynamisme dont ils ont besoin. Mais il faut bien se rendre compte qu'on est dans des économies qui sont à 80% informelles, avec 70% des jeunes qui sont dans la grande pauvreté, avec seulement 10% des enfants qui achèvent le lycée. On est devant une problématique où les compétences fondamentales sur lesquelles on peut bâtir pour développer les compétences pour les secteurs porteurs sont encore fragiles. Elles ne sont pas également réparties et donc elles ne sont peut-être pas assurées dans les territoires où il y a de l'avenir au niveau économique. Ensuite, développer l'enseignement professionnel c'est absolument indispensable. Il faut des techniciens, il faut des cadres qui ont des formations professionnelles courtes pour pouvoir répondre aux besoins de l'économie, mais c'est un enseignement qui est cher parce qu'il faut de l'équipement. Il faut aussi penser d'autres modalités de formations, et en particulier pour le milieu agricole, où la diversité des compétences est nécessaire. Un agriculteur n'est pas forcément un spécialiste d'agronomie. Il doit avoir une large palette de compétences, y compris sur la manière de conduire son entreprise, de commercialiser, de conserver les produits, de vendre au meilleur prix quand les marchés sont hauts, et d'avoir une

multitude d'activités, car l'agriculture c'est saisonnier et il faut vivre quand il n'y a pas de production. Donc on est, en tout cas en Afrique, devant une problématique très complexe, puisqu'on est dans des économies qui ne sont pas passées par le stade de l'industrialisation, avec des emplois massifs. Et ça n'est pas la peine de rêver : même s'il y a de l'industrialisation en Afrique il n'y aura pas d'emploi massif faiblement qualifié. Au Brésil, qui est un pays industriel, 15% de sa main d'œuvre active est dans l'industrie. En Afrique c'est 6% depuis des années. Il n'y aura pas de massification de l'emploi industriel, même si l'Afrique passe par l'industrialisation. Donc on est dans une transition des sociétés africaines qui passe par les services, l'auto activité, l'emploi informel, dont il faut augmenter fondamentalement la productivité. Et pour ça, il faut la base, les compétences fondamentales, parce que c'est elles qui permettent tout le rebond et toute la capacité d'autonomie. Il faut le professionnel, mais il faut aussi l'enseignement supérieur et la recherche, parce qu'on a besoin de cadres qui analysent, qui innoveront et qui trouvent de nouvelles solutions adaptées au contexte.

Q3 – **Martin Péricard**. Je travaille à l'AFD, à la division du partenariat avec les organisations de la société civile. Aujourd'hui on a des Etats qui délèguent à des acteurs non étatiques la mise en œuvre leurs politiques éducatives. Comment se positionne-t-on par rapport à cette question de l'éducation privée, marchande ou non marchande ?

Serge MICHEL – Les acteurs non étatiques, l'école privée au niveau primaire, qu'est ce que vous en pensez au Sénégal ? Je sais que ce phénomène existe.

Mama SOW – Oui il existe. Des études ont pu être faites aussi. Il y a une prolifération des institutions privées et pas toujours de très bonne qualité, qui accentuent le clivage entre les riches et les pauvres. Il faut que les Etats s'engagent à redonner à l'école publique sa véritable place. Parce que souvent, c'est de l'argent de l'Etat qui va vers le privé, avec des subventions, alors que le public est en train de souffrir. L'autre problème c'est les flux des jeunes. 80% des jeunes sont scolarisés, c'est très bien, mais le passage aux autres compartiments et niveaux se pose. La formation professionnelle et l'apprentissage sont les parents pauvres de ces passages. Au Sénégal les universités sont maintenant dans les régions où elles sont adaptées aux réalités économiques locales. L'autre résolution c'est de refonder institutionnellement l'éducation informelle. Il y a une économie souterraine très importante qui échappe un peu à nos connaissances. Dans le cadre du nouveau plan, le Sénégal a pris des résolutions en ce sens. Le dernier point, c'est la réforme de la formation professionnelle pour l'articuler aux projets de développement économique existant.

CONCLUSION

Laurence BRETON MOYET

Directrice exécutive des opérations, Agence Française de Développement



Les enjeux d'éducation sont les piliers essentiels d'un monde plus inclusif et les facteurs clefs d'un développement durable auquel participent toutes les personnes et tous les pays. Nous voulons nous mobiliser pour donner à cette jeunesse et en particulier aux jeunes filles, les clefs de leur liberté, la capacité de changer le monde de demain.

Deux enjeux nous paraissent, à l'AFD, fondamentaux pour l'efficacité, l'ampleur et la rapidité des actions politiques et publiques de développement. Le premier c'est le partenariat. Les défis sont colossaux, la rapidité avec laquelle nous devons y faire face est inédite et c'est la coordination, l'articulation avec les choix fondamentaux – choix éducatifs, choix sur les types d'acteurs –, la participation de la société civile, des gouvernements, des secteurs privés, des bailleurs, des chercheurs et de la jeunesse elle-même, qui nous permettront de les relever. Nous avons à peut-être de nouvelles modalités de travail à penser, à la fois dans la conception des objectifs, des priorités et dans les manières de faire. **Le deuxième élément, c'est l'articulation avec la recherche et l'innovation pour une action plus efficace et mieux ciblée.** Les travaux sont nécessaires aujourd'hui pour éclairer les décisions politiques et identifier des priorités totalement inédites. La recherche doit s'intéresser à trois enjeux majeurs :

- La qualité des apprentissages, qui ne doit laisser de côté, ni les scolarisés, ni les déscolarisés.
- Les effets des transitions énergétiques, climatiques et numériques sur l'emploi et l'économie, en termes de destruction d'emplois ou de création de nouveaux emplois (reconversion énergétique, transitions agricoles, impact du numérique). Nous devons travailler de manière beaucoup plus dynamique et anticiper un avenir incertain pour accompagner ces transitions.
- La question des inégalités sociales, économiques, territoriales ou de genre. L'inégalité de l'éducation et de la formation aggrave les effets des transitions provoquant exclusion, risques de déstabilisation sociale et politique de régions entières. Des politiques volontaristes dans l'éducation, la formation et l'emploi peuvent contribuer à y répondre.

N'oublions pas tout ce que la technologie numérique peut apporter dans les modes de faire, de conception des programmes et de leurs usages en termes de partage et d'échange entre les jeunes des différents pays.

L'éducation est une priorité pour l'AFD comme en témoigne le nouveau plan d'orientation stratégique de l'Agence, à la fois 100% Accord de Paris et 100% lien social,

dont elle constitue un pilier majeur. La reconnaissance du lien social comme garant de la réduction des inégalités, de l'adaptation au changement et de la prospérité partagée, le partage des connaissances, l'acquisition de compétences et l'émancipation des personnes sont des conditions sine qua non d'un avenir meilleur parce que partagé par le plus grand nombre

Laurent BILI

Directeur de la mondialisation, de la culture de l'enseignement et du développement international, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères



En ce moment nous travaillons beaucoup sur cette problématique de l'éducation. Cela signifie que c'est un moment particulier sur la réflexion sur l'éducation. C'est un changement. Nous avons connu des années de disette budgétaire, d'absence de regard sur le défi de l'éducation. Nous sommes dans autre chose. Dans cet autre chose, nous avons des engagements très clairs du Président de la République : l'éducation et en particulier l'éducation des jeunes filles, c'est la priorité absolue pour la France dans ses partenariats avec les pays africains. Les échanges internationaux tournent beaucoup autour des problématiques de l'Afrique et du défi de l'éducation. Il faut apprendre à apprendre, il faut avoir la formation de base, sans exclure personne. Formation de qualité, ça veut dire aussi avoir cette préoccupation de l'emploi. Quelles que soient les étapes que l'on va franchir, il n'y a pas de réussite sans ce passage par l'éducation. La stratégie française 2017 -2020 pour l'éducation c'est aussi la formation professionnelle, qui est cœur d'un agenda de développement durable et partagé. Nous savons que nous ne gagnerons pas ce pari sans cet engagement massif, sans un engagement aussi sur l'éducation des filles. Cela est lié aussi à d'autres défis de lutte contre l'extrémisme violent. La stratégie française repose aussi sur la mobilisation de tous les acteurs : les Etats, les organisations multilatérales, la société civile, le secteur privé et toutes les agences. Nous avons la volonté d'avoir une coopération sectorielle bilatérale de plus en plus importante. **Je souhaiterais évoquer deux dimensions importantes. La première est celle de l'utilisation des technologies numériques.** C'est une manière de répondre à la massification. Il faudra inventer des outils pour qu'elles puissent être prises en compte, développées et finalement adaptées aux réalités de chaque pays. **Le deuxième élément, c'est un engagement renouvelé autour de la langue française et de la francophonie.** C'est aussi un peu ce lien particulier qu'il y a entre la France et une grande partie de l'Afrique. A travers le numérique, qui est définitivement une priorité pour mon ministère et ma direction, il y a moyen de renforcer davantage ce lien.

QUE RETENIR DE LA CONFÉRENCE DE FINANCEMENT DU PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION (PME) DU 1-2 FÉVRIER 2018 ?

Dix chefs d'État en exercice, trois anciens chefs d'État, et plus de 100 ministres se sont réunis lors de la Conférence de financement du Partenariat mondial pour l'éducation (PME), faisant de l'événement celui de plus haut niveau jamais organisé pour le financement de l'éducation.

La conférence, par sa taille et la nature de ses participants, a démontré une volonté politique mondiale sans précédent pour garantir que chaque enfant puisse aller à l'école et apprendre. Cet élan va permettre au Partenariat mondial pour l'éducation d'atteindre son objectif : contribuer à hauteur de 1 milliard de dollars par an d'ici 2020 au financement des politiques sectorielles nationales afin de soutenir l'apprentissage dans les pays en développement.

Les pays donateurs ont annoncé des contributions au PME à hauteur de 2,3 milliards de dollars, une augmentation substantielle comparée au 1,3 milliard de dollars recueilli lors du précédent triennum. Par ailleurs, plusieurs pays donateurs ont indiqué leur intention de contribuer au PME au cours de la période de financement.

La plus importante source de financement de l'éducation demeure les pays en développement eux-mêmes. Plus de 50 pays en développement ont ainsi annoncé qu'ils augmenteraient la part des dépenses publiques consacrées à l'éducation pour la période 2018 – 2020 pour atteindre un montant total de 110 milliards de dollars, comparé à 80 milliards de dollars entre 2015 et 2017.

Le PME encourage les pays en développement à augmenter leurs dépenses en matière d'éducation pour atteindre 20 % de leur budget

total. Sur les États qui se sont engagés aujourd'hui, plus des deux tiers auront atteint ou dépassé ce seuil d'ici 2020.

Le Sénégal, outre son engagement à augmenter ses propres dépenses en matière d'éducation, **est devenu le premier contributeur africain et d'un pays en développement au PME.**

Les Émirats Arabes Unis ont rejoint le PME lors de la conférence, **devenant ainsi le premier bailleur arabe et du Moyen-Orient** avec une contribution annoncée de 100 millions de dollars.

« **Ce soutien sans précédent signifie aujourd'hui que le Partenariat mondial pour l'éducation peut continuer à se concentrer sur les enfants les plus exclus et les plus vulnérables**, et s'efforcer d'élargir son aide à 89 pays, dans lesquels vivent 870 millions d'enfants et 78 pour cent des enfants non scolarisés dans le monde » a déclaré Alice Albright, Directrice générale du Partenariat mondial pour l'éducation.

La France devient le troisième bailleur bilatéral du PME avec 200 millions d'euros sur trois ans. Le Comité interministériel pour la coopération internationale et le développement a par ailleurs annoncé le 8 février 2018 que la France mobilisera en complément 100 millions d'euros de subventions additionnelles via l'AFD en faveur de l'éducation de base, afin de renforcer l'effet de levier entre financements bilatéraux et multilatéraux.

Le PME va poursuivre son plaidoyer, notamment auprès des pays qui ont indiqué pouvoir s'engager au cours du triennum et auprès des acteurs privés intéressés par le secteur.

